ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Recueil de bonnes pratiques : Innovations et expériences pour transformer la filière bétail-viande en Afrique de l'Ouest et au-delà

Expériences capitalisées dans le cadre du PACBAO

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Ce catalogue de bonnes pratiques a été réalisé dans le cadre de la Phase 1 du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest mis en œuvre du 1er avril 2021 au 30 juin 2023 avec l'appui technique et financier de

Pour citer ce document :

Commission de la CEDEAO – Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), Note de capitalisation, 2025 : Recueil de bonnes pratiques : Innovations et expériences pour transformer la filière bétail-viande en Afrique de l'Ouest et au-delà. Expériences capitalisées dans le cadre du PACBAO.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Produire local pour nourrir mieux : l'initiative des groupements ruraux pour un accès durable aux aliments bétail

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Accès local renforcé** : La mise en place de micro-entreprises rurales de transformation permet aux éleveurs d'accéder à des aliments bétail de qualité, adaptés aux ressources locales et proposés à des prix abordables, même en période de déficit fourrager.
- **Impact démontré** : Des groupements bien formés, structurés et équipés peuvent produire efficacement des aliments composés, générer des revenus significatifs, et répondre à la demande croissante du marché, tout en rivalisant avec les produits importés.
- **Conditions de réussite** : Le succès repose sur une combinaison de facteurs : un accompagnement technique régulier, des infrastructures de base (broyeurs, hangars, équipements de pesée et de stockage), et une bonne gouvernance des groupements.
- **Reproductibilité** : Pour diffuser la pratique, il est essentiel d'intégrer les groupements dans les dispositifs publics d'appui à l'élevage, de renforcer leur ancrage territorial et de faciliter leur accès au financement et aux marchés.

Pays : Niger

Porteur/organisation : Interprofession bétail, viande, cuirs et peaux (IPBVCP)

Problématique

Avant la mise en œuvre de cette bonne pratique, les éleveurs des zones d'intervention du projet, en particulier dans les régions de Tillabéry et Dosso, étaient confrontés à un déficit fourrager chronique, accentué par les effets du changement climatique et la dégradation des pâturages naturels. La campagne pastorale 2021–2022 a été marquée par un manque important de ressources alimentaires pour le bétail : à Tillabéry, le déficit était estimé à plus de 4 millions de tonnes de matière sèche, correspondant à environ 3 000 tonnes d'aliments bétail, soit un besoin d'environ 900 millions de francs CFA.

Pour faire face à cette pénurie, les éleveurs dépendaient fortement des importations d'aliments bétail provenant de pays voisins (Bénin, Togo, Burkina Faso), ou des distributions ponctuelles de l'État à travers des appels d'offres accordés aux grandes usines comme NUSEB Niger et AVINiger. Ces solutions, bien que nécessaires, restaient limitées dans le temps, coûteuses, peu accessibles pour les petits producteurs, et concentrées sur une offre standardisée difficilement adaptable aux réalités locales.

Parallèlement, les groupements ruraux, notamment ceux constitués dans le cadre du projet, disposaient de ressources locales abondantes (tiges de céréales, fanes, sons) et d'un potentiel humain mobilisable. L'opportunité consistait donc à appuyer ces groupements dans la transformation de ces ressources en aliments composés accessibles, adaptés et compétitifs, tout en stimulant une dynamique économique locale. La mise en place d'unités de fabrication à base de broyeurs, combinée à une structuration minimale des acteurs, représentait ainsi une alternative crédible pour garantir un accès permanent à des intrants de qualité, tout en réduisant la dépendance aux importations.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consiste à organiser et renforcer des groupements communautaires autour d'unités locales de fabrication d'aliments bétail, utilisant des broyeurs de fourrages grossiers pour transformer des matières premières locales en produits finis accessibles et compétitifs. Cette initiative vise à répondre au déficit fourrager récurrent et à offrir une solution de proximité, techniquement simple mais adaptée aux besoins des éleveurs.

La spécificité de cette pratique repose sur plusieurs innovations combinées. D'une part, les groupements ont adopté des techniques de transformation et de conditionnement adaptées à leur environnement, en élaborant des compositions d'aliments en fonction des ressources locales disponibles. D'autre part, ils ont diversifié les formats de vente pour toucher un public plus large : sacs de 25 kg, sacs de 50 kg, mais aussi vente au détail en tia (3 kg) ou demi-tia (1,5 kg), rendant l'aliment accessible même aux éleveurs disposant de moyens limités. Par ailleurs, certains groupements ont développé des services de broyage itinérants, en transportant les broyeurs vers d'autres villages, élargissant ainsi leur champ d'action.

La mise en œuvre s'est déroulée en plusieurs étapes. Après l'identification et la sélection des groupements bénéficiaires, les broyeurs ont été installés et les membres formés à leur utilisation et maintenance. Des protocoles ont été établis pour encadrer l'utilisation des équipements. Les groupements ont ensuite aménagé les espaces de travail, réparti les rôles selon les compétences (les hommes à la manipulation des machines, les femmes à la formulation et au conditionnement), et entamé la fabrication. Chaque groupe a défini ses propres recettes selon les ingrédients disponibles, testant des mélanges incluant tiges, fanes, tourteaux, sons, sel ou farine de manioc, entre autres.

Cette dynamique a été rendue possible grâce à l'implication conjointe de plusieurs acteurs : les membres des groupements eux-mêmes (femmes et jeunes motivés), les animateurs du projet, les partenaires institutionnels (ministère de l'élevage, collectivités locales), ainsi que les structures de financement localement mobilisées. Les ressources techniques se sont concentrées autour des équipements (broyeurs de différents types) et des formations initiales. Le soutien financier a été assuré par le projet dans le cadre des investissements initiaux, tandis que les groupements ont pris en charge progressivement les coûts liés à la production et à la commercialisation.

Cette approche intégrée, combinant autonomie locale, valorisation des ressources endogènes et structuration des acteurs, constitue le cœur de la bonne pratique. Elle a permis de répondre de manière pragmatique et économique à un défi structurel tout en stimulant des dynamiques entrepreneuriales rurales.

Résultats obtenus et changements observés

Depuis la mise en place des broyeurs et le démarrage des unités locales de fabrication d'aliments bétail, les groupements bénéficiaires ont enregistré des résultats concrets, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif.

Sur le plan quantitatif, les volumes produits varient d'un groupement à l'autre, allant de 2 à 210 sacs d'aliments bétail fabriqués selon les capacités et les disponibilités en matières premières. Les ventes ont suivi une dynamique positive, avec des quantités écoulées allant jusqu'à 150 sacs dans certains cas. La diversification des formats de conditionnement (25 kg, 50 kg, détail en tia et demi-tia) a permis de toucher une clientèle variée, allant des petits producteurs aux emboucheurs organisés. Les recettes générées varient également selon les groupes, entre 7 500 francs CFA pour les unités en démarrage et plus de 500 000 francs CFA pour les structures les mieux organisées.

Sur le plan qualitatif, la fabrication d'aliments bétail à partir d'ingrédients locaux a été perçue comme une solution pertinente, mieux adaptée et plus économique que les produits importés. Un sac de 50 kg fabriqué localement est vendu à 6 000 francs CFA, contre 9 000 à 11 000 francs CFA pour son équivalent importé, avec une qualité nutritionnelle reconnue par les bénéficiaires eux-mêmes. Certains groupements ont rapporté des effets visibles sur les animaux embouchés ou la production laitière, renforçant ainsi la crédibilité de leurs produits auprès des éleveurs locaux.

Le changement de comportement est également notable. Initialement mobilisés uniquement pour du broyage à façon, plusieurs groupements ont rapidement évolué vers la fabrication complète d'aliments composés. L'implication des femmes dans la formulation et le conditionnement, ainsi que celle des jeunes hommes dans la manipulation des broyeurs, a contribué à créer une dynamique collective. Des initiatives telles que l'organisation de foires ou la promotion des produits sur les marchés locaux témoignent d'un changement d'attitude et d'une prise de confiance progressive chez les membres.

Enfin, sur le plan du système local, ces unités ont contribué à relocaliser la production d'aliments bétail, en stimulant l'utilisation des résidus agricoles et en renforçant les liens entre producteurs, transformateurs et éleveurs. À terme, cette dynamique pourrait contribuer à structurer une micro-filière d'aliments bétail à l'échelle territoriale.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Le succès de cette bonne pratique repose sur plusieurs conditions favorables. D'abord, l'existence d'un important potentiel agricole dans les zones d'intervention a garanti un approvisionnement régulier en matières premières : tiges, fanes, gousses, coques, sons, etc. Ensuite, la demande croissante en aliments bétail de qualité, alimentée par un cheptel important et des déficits fourragers récurrents, a offert un débouché naturel aux produits fabriqués. Par ailleurs, la disponibilité de technologies éprouvées, comme les broyeurs de différents types, a facilité la mise en œuvre technique. L'engagement des bénéficiaires – en particulier les jeunes femmes pour le conditionnement et les jeunes hommes pour le broyage – a également été déterminant.

Des partenariats stratégiques ont renforcé cette dynamique : accompagnement de l'ARAA, implication du ministère de l'élevage, appuis ponctuels d'ONG comme ENABEL ou le PRAPS. La structuration minimale autour de groupes organisés et la création d'un réseau d'échange via WhatsApp ont aussi facilité le partage d'expériences et la résolution collective de difficultés.

Cependant, plusieurs contraintes ont limité le plein développement de cette pratique. La concurrence avec les aliments importés ou distribués gratuitement par l'État a parfois fragilisé la commercialisation des produits locaux. Le manque d'infrastructures de base – magasins de stockage, hangars, bâches, bascules – a freiné les capacités de production et de conservation. L'absence de formations techniques approfondies (formulation d'aliments riches, sécurité au travail, maintenance des équipements) constitue un frein à la professionnalisation des unités. Enfin, la variabilité des prix des matières premières, notamment les intrants importés utilisés en complément, a rendu difficile la stabilité des coûts de production.

Des leçons importantes se dégagent de cette expérience. Il est clair que la fabrication d'aliments bétail constitue une activité à fort potentiel économique et social lorsqu'elle est bien encadrée. Toutefois, la réussite dépend d'un accompagnement complet, combinant équipements, renforcement des compétences, structuration collective et accès au marché. La transférabilité de cette pratique est réelle, mais suppose des conditions minimales réunies : ressources locales disponibles, demande en alimentation animale, encadrement technique, et volonté des acteurs.

Enfin, la pratique doit s'inscrire dans un écosystème plus large, où les groupements peuvent être reconnus, soutenus et intégrés dans les dispositifs publics d'achat ou de soutien à l'élevage. C'est à cette condition que les efforts engagés pourront être consolidés et portés à une échelle plus large.

Facteurs clés de succès

- Disponibilité locale de matières premières
- Demande soutenue en aliments bétail
- Technologies éprouvées (broyeurs)
- Implication active des bénéficiaires
- Appui institutionnel et partenariats

Contraintes

- Concurrence des produits importés ou subventionnés
- Manque d'infrastructures de base
- Faiblesse de la formation technique
- Variabilité des coûts des intrants

Leçons tirées

- Activité porteuse si encadrement complet
- Succès lié à l'équipement, la formation, la structuration et l'accès au marché
- Transférabilité conditionnée à un écosystème local favorable

Recommandations

Pour maximiser l'impact de cette initiative et permettre sa consolidation, plusieurs recommandations peuvent être formulées à l'attention des porteurs de projets similaires, des décideurs publics, des bailleurs, et des structures d'appui technique.

- **Pour les porteurs de projets similaires** : Les groupements doivent être accompagnés dans le renforcement de leurs compétences techniques, en particulier sur la formulation d'aliments composés riches, le rationnement adapté aux espèces, et la gestion de microentreprise. Une formation pratique à la gestion, comme le module « Gérer Mieux Mon Entreprise (GERME) », permettrait de renforcer la viabilité économique des unités.

  Il est également recommandé d'encourager la mise en réseau des unités à travers des plateformes d'échange dotées de textes de fonctionnement clairs, afin de faciliter la mutualisation des ressources, le partage d'expériences et la représentation collective.

  Enfin, pour mieux valoriser leurs produits, les groupements gagneraient à être formés aux techniques de communication et de marketing, incluant l'étiquetage, la participation à des foires locales ou des démonstrations pratiques.

- **Pour les décideurs publics** : Il est crucial d'intégrer les micro-unités locales dans les mécanismes publics d'appui à l'élevage, notamment en réservant une part des marchés d'achat d'aliments bétail aux groupements respectant des critères de qualité.

  Cette reconnaissance institutionnelle renforcerait la légitimité des groupements et contribuerait à stimuler les économies rurales, tout en consolidant l'offre locale en alimentation animale.

- **Pour les bailleurs** : Les performances des unités peuvent être considérablement renforcées par des investissements ciblés dans les infrastructures de base : hangars de broyage, magasins de stockage, bâches, bascules, équipements de conditionnement. Ce soutien logistique est indispensable pour améliorer les capacités de production et de conservation des aliments bétail.

  Les bailleurs peuvent également jouer un rôle de levier pour favoriser l'inclusion économique des jeunes et des femmes, notamment à travers des dispositifs d'accompagnement adaptés.

- **Pour les structures d'appui technique** : L'introduction de modules de formation continue en sécurité au travail, maintenance des broyeurs, et techniques de formulation constitue un prérequis essentiel pour garantir la durabilité des équipements et la qualité des produits.

  Un appui à la stratégie de sensibilisation des éleveurs est également essentiel pour accroître la demande en aliments composés locaux, en mettant en avant leurs avantages nutritionnels et économiques.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Renforcer la concertation locale par la cartographie participative des acteurs de la filière bétail-viande

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Responsabilisation locale** : L'organisation d'ateliers participatifs de cartographie renforce le pouvoir d'agir des acteurs de la filière bétail-viande. En les impliquant dans l'analyse de leur environnement et la planification collective, la pratique crée un sentiment d'appropriation et améliore la cohérence des interventions.
- **Impact démontré** : L'approche participative favorise une meilleure collaboration entre les maillons de la chaîne, transforme les bénéficiaires en acteurs de développement, et facilite la pérennisation des acquis. Les témoignages montrent une forte adhésion et une volonté de répliquer les résultats.
- **Reproductibilité** : Étendre cette pratique nécessite des animateurs formés, un engagement fort des structures locales dès le départ, et un environnement sécurisé et inclusif permettant à tous les profils d'acteurs – y compris les plus vulnérables – de s'exprimer et de contribuer.

Pays : Mali, Côte d'Ivoire et Burkina Faso

Porteurs/organisations : Chambre régionale de l'agriculture (CRA) de Sikasso, Union régionale de la filière bétail viande (URFBV) de Sikasso ; Centre Régional de la Recherche Agronomique (CRRA) de Sikasso ; Société coopérative des éleveurs de la région du Poro (SCOOPERPO ; Korhogo) ; Groupement Masculin « SONG-TAABA » des commerçants de bétail viande, Bobo-Dioulasso ; Association des vendeurs d'herbes fraîches pour bétail de Bobo-Dioulasso (AVHF/B) ; Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide (CIRDES)

Problématique

Avant la mise en œuvre des ateliers participatifs de cartographie, les actions de vulgarisation agricole dans la filière bétail-viande suivaient encore majoritairement un modèle vertical, hérité des pratiques coloniales, dans lequel les acteurs locaux étaient peu ou pas impliqués dans l'identification de leurs propres besoins. Les programmes étaient souvent conçus et exécutés sans réelle concertation avec les bénéficiaires, ce qui limitait l'appropriation, la pertinence et la durabilité des actions entreprises. Les éleveurs, commerçants, transformateurs et autres parties prenantes restaient de simples bénéficiaires passifs plutôt que des contributeurs actifs à la définition et la mise en œuvre des interventions qui les concernaient.

Ce manque de participation en amont créait un écart entre les priorités exprimées sur le terrain et les solutions proposées par les projets. Il réduisait également les possibilités de coordination entre les différents maillons de la chaîne de valeur bétail-viande, ce qui freinait l'émergence d'alliances productives et l'optimisation des ressources disponibles.

C'est dans ce contexte qu'a émergé l'opportunité d'adopter une approche participative fondée sur des ateliers de cartographie des acteurs. L'objectif était de mieux comprendre l'écosystème local, d'identifier les rôles, interactions et besoins des différents acteurs, et de construire une dynamique collective dans laquelle chacun pourrait jouer un rôle actif dans la transformation de la filière. Cette

démarche répondait à la nécessité d'ancrer les projets dans les réalités locales tout en responsabilisant les acteurs sur les enjeux de développement de leur propre filière.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consiste en l'organisation d'ateliers participatifs de cartographie des acteurs de la filière bétail-viande dans les zones d'intervention du projet Fourrages et Aliments locaux pour l'intensification de l'embouche et la Production de Viande de Qualité en Afrique de l'Ouest (FAPROVIAQ). Cette pratique repose sur une approche participative qui place les bénéficiaires – en particulier les producteurs et autres maillons locaux – au centre de l'action. Elle vise à les responsabiliser en leur permettant de co-construire le diagnostic de leur environnement et de proposer eux-mêmes les solutions aux contraintes qu'ils rencontrent.

L'un des éléments distinctifs de cette approche est qu'elle inverse les rôles traditionnels : les agents de développement agissent non plus comme prescripteurs, mais comme facilitateurs et accompagnateurs. L'innovation réside dans le fait que les populations locales analysent leurs propres enjeux, identifient les différents acteurs présents dans leur territoire, comprennent leurs rôles respectifs, et participent activement à la planification d'actions communes. Cette démarche favorise l'émergence d'un sentiment de responsabilité partagée et d'une meilleure cohérence entre les interventions.

La mise en œuvre s'est déroulée en plusieurs étapes. Dans un premier temps, les partenaires du consortium ont mobilisé les points focaux nationaux dans chaque pays (Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire) pour planifier et organiser les sessions. Ensuite, des séances de sensibilisation et de formation ont été réalisées pour expliquer l'intérêt de la cartographie participative aux acteurs locaux. Les ateliers proprement dits ont permis aux participants d'identifier les différentes catégories d'acteurs de la filière (producteurs, transformateurs, commerçants, transporteurs, institutions financières, services vétérinaires, etc.), de représenter graphiquement leurs interactions et de discuter des complémentarités ou des lacunes dans leurs relations.

Les ressources mobilisées ont été à la fois humaines, techniques et financières. Sur le plan humain, les animateurs des ateliers ont été issus des structures membres du consortium, avec le soutien des services techniques locaux et de chercheurs issus du Chambre régionale de l'agriculture (CRA-Mali) et du Centre International de Recherche- Développement sur l'Élevage en zone Subhumide (CIRDES-Burkina Faso). Les bénéficiaires eux-mêmes ont contribué activement aux discussions et à l'analyse. Sur le plan financier, les ressources allouées ont permis l'organisation logistique des sessions, la prise en charge partielle des participants, et la production de supports de visualisation. Cette mobilisation multisectorielle a permis d'instaurer une dynamique locale de concertation, tout en posant les bases d'une meilleure coordination au sein de la filière.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre des ateliers participatifs de cartographie dans le cadre du projet FAPROVIAQ a permis de sensibiliser environ 1 250 acteurs de la filière bétail-viande, sur une cible initiale de 3 000 personnes, soit un taux de réalisation de 42 %. Ces ateliers ont offert un espace de dialogue et de co-construction qui a profondément transformé la place des acteurs locaux dans les dynamiques d'intervention. De simples bénéficiaires passifs, les participants sont devenus des acteurs responsables, capables d'identifier leurs propres besoins, de proposer des solutions et de collaborer avec d'autres maillons de la filière.

Les échanges facilités par les ateliers ont permis une meilleure compréhension des rôles et complémentarités de chacun dans la chaîne de valeur. Cette clarté accrue sur les interactions entre acteurs a favorisé la prise d'initiatives locales et la volonté de renforcer les liens d'affaires. L'appropriation des activités du projet s'est également traduite par une plus grande mobilisation des bénéficiaires dans les autres volets techniques, comme la mise en place de banques fourragères ou la fabrication d'aliments concentrés.

Sur le plan qualitatif, on observe un changement notable dans les attitudes des acteurs : ils s'impliquent davantage dans le suivi des actions, expriment leurs besoins plus clairement et revendiquent un rôle plus actif dans les instances de décision. Ce renversement de posture est confirmé par les témoignages recueillis.

> *TRAORE Ayouba, de l'Association pour la promotion des espèces locales (APEL), déclare : « L'approche utilisée dans la conduite des activités a permis une bonne appropriation des activités. Cela nous permettra de pérenniser les acquis du projet et œuvrer davantage à la réplicabilité des résultats enregistrés. »*

La pratique a donc contribué à un changement structurel dans la manière d'interagir avec les bénéficiaires, tout en consolidant la base d'une gouvernance plus inclusive et collaborative de la filière.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs éléments ont contribué au succès de cette bonne pratique. D'abord, l'ancrage territorial du projet à travers des points focaux dans chaque pays a permis un appui rapproché des bénéficiaires et une meilleure coordination locale. Ensuite, l'implication active des structures de recherche comme le CRRA et le CIRDES a renforcé la crédibilité technique du processus et facilité l'intégration des résultats dans les autres composantes du projet. Le choix d'une approche participative, respectueuse des dynamiques communautaires, a également permis d'instaurer un climat de confiance favorable à l'expression des acteurs.

La méthode utilisée – animation, sensibilisation, formation – a été déterminante pour amener les participants à s'approprier les outils de cartographie et à réfléchir collectivement sur les forces et faiblesses de leur filière. De plus, la tenue régulière d'instances de suivi a permis d'identifier rapidement les contraintes et d'y apporter des réponses avant qu'elles ne deviennent bloquantes.

Cependant, la mise en œuvre a aussi rencontré plusieurs difficultés. Le retard dans le décaissement de la deuxième tranche de financement a limité la couverture des zones initialement prévues et réduit les moyens logistiques pour la mobilisation des participants. La durée de l'intervention, jugée trop courte, n'a pas permis de consolider l'ensemble des dynamiques amorcées. La faible prise en compte des femmes dans certaines activités a également été soulignée comme une limite à corriger. Enfin, l'insécurité dans certaines localités a restreint l'accès à certains territoires et empêché la tenue d'ateliers dans certaines zones cibles.

Ces contraintes soulignent l'importance d'un cadrage temporel réaliste, d'un financement fluide, et d'une attention renforcée à l'inclusion sociale dans la mise en œuvre. La pratique est reproductible dans d'autres contextes, à condition de prendre en compte ces éléments et d'adapter les outils d'animation aux réalités locales. Elle est particulièrement pertinente dans les projets cherchant à renforcer la gouvernance locale des filières et à structurer les interactions entre acteurs. La principale leçon tirée de cette expérience est qu'une implication réelle des bénéficiaires dès les premières étapes d'un projet accroît leur engagement, améliore la pertinence des actions et pose les bases d'une transformation durable.

Facteurs clés de succès

- Ancrage territorial avec points focaux.
- Implication des structures de recherche (CRRA, CIRDES).
- Approche participative et méthodes adaptées (animation, formation, suivi régulier).

Contraintes

- Retards de financement limitant la couverture et la logistique.
- Durée trop courte pour consolider les acquis.
- Faible inclusion des femmes.
- Insécurité freinant l'accès à certaines zones.

Leçons tirées

- Importance d'un calendrier réaliste et de financements fluides.
- Nécessité d'intégrer pleinement l'inclusion sociale.
- Adapter les outils aux contextes locaux.
- Impliquer les bénéficiaires dès le départ pour renforcer engagement et durabilité.

Recommandations

L'expérience des ateliers participatifs de cartographie dans le cadre du projet FAPROVIAQ met en lumière plusieurs enseignements utiles pour les porteurs de projets similaires, les décideurs publics et les partenaires techniques et financiers.

- **Pour les porteurs de projets**, il est essentiel d'intégrer dès la phase de conception une approche participative structurée qui permette aux acteurs locaux de s'exprimer sur leurs besoins, leurs rôles et leurs attentes. La cartographie des acteurs ne doit pas être une simple formalité, mais un processus de diagnostic collectif qui fonde les choix stratégiques du projet. Il est recommandé d'outiller les équipes d'animation avec des méthodes participatives simples et accessibles, et de prévoir des ressources spécifiques pour organiser des sessions interactives dans chaque zone d'intervention.

- **Pour les décideurs publics**, cette approche représente une opportunité pour améliorer la gouvernance locale des filières. Il serait pertinent d'envisager l'intégration de la cartographie participative dans les processus de planification sectorielle, notamment dans les cadres de concertation régionaux ou locaux. Le renforcement de la participation des organisations d'éleveurs, de commerçants et de transformateurs aux instances de décision permettra de consolider une vision partagée des enjeux de la filière. Il est également crucial de veiller à l'inclusion des groupes vulnérables – femmes, jeunes, personnes déplacées – dans ces dynamiques, en leur garantissant un accès équitable aux espaces de dialogue et d'action.

- **Pour les partenaires techniques et financiers**, cette pratique démontre qu'un investissement relativement modeste dans la concertation locale peut produire des effets durables en matière d'appropriation et de responsabilisation. Il est recommandé d'appuyer la mise à l'échelle de cette pratique à travers des programmes multisectoriels, en combinant formation, animation territoriale, et documentation des processus. Les outils numériques peuvent aussi être mobilisés pour valoriser les résultats des cartographies et favoriser le suivi collaboratif des plans d'action qui en découlent.

- **À plus long terme**, la reproductibilité et la durabilité de cette pratique reposent sur sa capacité à être institutionnalisée. Cela suppose de former durablement les agents des services techniques et des collectivités à l'animation participative, de créer des synergies entre projets et politiques publiques, et de favoriser la capitalisation continue des expériences de terrain. Ce n'est qu'à ces conditions que la cartographie participative pourra jouer pleinement son rôle de levier pour une transformation concertée et inclusive des filières agricoles et pastorales.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Structurer les acteurs pour dynamiser la filière bétail-viande en Guinée Forestière

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Structuration des acteurs** : La mise en réseau des groupements d'éleveurs renforce leur organisation interne, améliore leur coordination avec les autres maillons de la filière bétail-viande, et contribue à la qualité des produits ainsi qu'à la performance globale du système.
- **Impact démontré** : L'accompagnement organisationnel ciblé, combiné à l'installation d'infrastructures partagées (laiteries, chambre froide, parcs), a permis de créer une dynamique de collaboration fondée sur la complémentarité et la confiance entre acteurs souvent isolés auparavant.
- **Reproductibilité** : Le succès de cette pratique dans d'autres contextes repose sur un accompagnement différencié selon le niveau de structuration des groupements, une mobilisation active des services techniques locaux, et la mise en place de mécanismes collectifs pour la gestion des équipements partagés.

- **Pays** : Guinée
- **Porteur/organisation** : Réseau d'Animateurs pour le Développement Intégré en Guinée (RADIG) et ses partenaires

Problématique

Dans la région de la Guinée Forestière, les acteurs de la filière bétail-viande – petits éleveurs, pasteurs, agropasteurs et emboucheurs – exercent leurs activités dans un environnement peu structuré, avec des capacités techniques, organisationnelles et financières limitées. Leurs groupements, bien que nombreux, souffraient d'un faible niveau d'organisation interne : peu de documents juridiques à jour, une gouvernance fragile, et peu d'interactions avec les structures d'appui ou les fédérations professionnelles.

Cette faible structuration limitait leur capacité à accéder aux services techniques, à mobiliser des financements, à défendre leurs intérêts ou à coopérer avec d'autres maillons de la chaîne de valeur. De plus, les femmes et les jeunes, bien qu'actifs dans le secteur, étaient particulièrement marginalisés, tant en matière d'accès aux ressources qu'en termes de représentation au sein des organisations.

L'absence de collaboration entre les acteurs – éleveurs, bouchers, vétérinaires, producteurs de fourrage, consommateurs – freinait le développement d'une chaîne de valeur cohérente et productive. La viande, par exemple, était rarement inspectée par les vétérinaires avant consommation, ce qui posait des risques sanitaires. Les liens entre production, transformation et commercialisation étaient faibles ou inexistants.

C'est dans ce contexte qu'a émergé l'opportunité de renforcer les dynamiques collectives et les complémentarités entre acteurs, à travers un accompagnement structuré visant à améliorer les capacités internes des groupements, encourager la collaboration interprofessionnelle, et consolider l'ancrage institutionnel des organisations d'éleveurs.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consistait à structurer les interactions entre les différents acteurs de la chaîne bétail-viande en Guinée Forestière, en renforçant à la fois leurs capacités organisationnelles internes et leurs dynamiques de collaboration externe. L'approche a été fondée sur un double levier : une analyse organisationnelle fine des groupements d'éleveurs d'une part, et des actions de formation et d'appui-conseil ciblées d'autre part, pour initier une synergie d'action à tous les niveaux de la filière.

L'intervention a commencé par une enquête de terrain, conduite par un consultant recruté par le consortium, en collaboration avec les services techniques. Cette enquête référentielle a permis de mieux comprendre les systèmes d'élevage existants, d'identifier les principales faiblesses organisationnelles, et de collecter les informations nécessaires à l'élaboration d'un plan de renforcement adapté. Un outil spécifique, la fiche d'évaluation rapide organisationnelle (ERO), a été utilisé pour évaluer cinquante groupements sur des critères tels que l'existence de documents juridiques, la qualité de leur gouvernance (technique, administrative, financière), et leur niveau d'interaction avec les services techniques et la fédération régionale des éleveurs.

Sur cette base, des modules de renforcement des capacités ont été élaborés et dispensés, couvrant les principes de gouvernance interne, la gestion administrative et financière, ainsi que les modalités de collaboration interprofessionnelle. Des appuis-conseils ont été organisés pour accompagner la mise en œuvre des acquis, avec un suivi de proximité.

L'un des éléments distinctifs de cette pratique réside dans l'accent mis sur le développement de relations fonctionnelles entre les différents maillons de la chaîne. Le projet a facilité le rapprochement entre les éleveurs et les vétérinaires, entre les bouchers et les services d'hygiène, entre les producteurs de fourrage et les agropasteurs. Cette approche a encouragé la mise en place de circuits de collaboration concrets, avec des résultats visibles sur la qualité sanitaire des viandes, la conservation des produits et la fluidité des échanges.

La mise à disposition d'infrastructures adaptées, telles qu'une chambre froide et des laiteries, a renforcé cette dynamique. Elle a permis de limiter les pertes, de sécuriser la qualité des produits et de créer des points d'ancrage physique pour la coopération entre acteurs.

Sur le plan des ressources humaines, l'ensemble des membres du consortium, les techniciens des services de l'élevage, les représentants de la fédération régionale, ainsi que les leaders des groupements ont été mobilisés. Le financement a été assuré dans le cadre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO), couvrant les honoraires des consultants, les coûts logistiques des formations, et la mise en œuvre des infrastructures d'appui.

En misant sur la structuration et la coopération, cette bonne pratique a permis de poser les bases d'une chaîne de valeur plus cohérente, plus inclusive et mieux préparée à affronter les défis économiques et sanitaires de la filière élevage.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre de cette bonne pratique a permis de déclencher une dynamique nouvelle entre les acteurs de la filière bétail-viande en Guinée Forestière. En renforçant la structuration des groupements et en favorisant les interactions interprofessionnelles, le projet a contribué à créer des ponts là où prévalaient auparavant l'isolement et la méfiance.

Un résultat majeur a été l'établissement d'une collaboration régulière entre les éleveurs et les services techniques. Désormais, les cas de maladies sont signalés rapidement, ce qui permet une prise en charge précoce et efficace des troupeaux. Cette nouvelle relation de confiance améliore non seulement la santé animale, mais réduit également les pertes économiques liées aux épidémies non déclarées.

La qualité sanitaire des produits carnés s'est également améliorée. Avant l'intervention du projet, les viandes n'étaient pas systématiquement inspectées par les vétérinaires. Grâce à la mise en réseau entre les bouchers et les services vétérinaires, la viande commercialisée aujourd'hui est contrôlée, répondant aux exigences de sécurité pour la consommation humaine.

Par ailleurs, les relations entre les différents maillons de la chaîne de valeur – producteurs de fourrage, éleveurs, emboucheurs, bouchers, consommateurs – ont été renforcées. Cette complémentarité accrue entre les acteurs a contribué à améliorer la fluidité des échanges, la coordination des actions, et à faire émerger une vision collective de la filière.

Enfin, sur le plan organisationnel, les capacités internes des groupements ont été consolidées. Certains ont mis à jour leurs statuts et règlements intérieurs, ont initié des réunions régulières, ou encore ont amélioré leur gestion administrative et financière. Ce renforcement interne crée un socle plus solide pour accéder aux services, nouer des partenariats, et défendre leurs intérêts auprès des institutions.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite de cette pratique. D'abord, l'utilisation de l'outil d'évaluation rapide organisationnelle (ERO) a permis de poser un diagnostic précis et ciblé sur les besoins

réels des groupements. En adaptant les actions à ce diagnostic, le projet a gagné en efficacité et en pertinence.

Le recrutement d'un consultant spécialisé pour mener une enquête référentielle auprès des services techniques et des éleveurs a également été une étape stratégique. Cette enquête a permis de documenter le fonctionnement réel du système d'élevage, les points de blocage institutionnels, et les opportunités de synergie. Elle a facilité la formulation d'un plan d'intervention réaliste et adapté au contexte.

La mobilisation des parties prenantes, en particulier la fédération régionale des éleveurs et les services techniques, a joué un rôle déterminant. Leur implication a facilité l'ancrage local des actions, renforcé la légitimité des messages transmis et créé des passerelles de collaboration durable.

L'installation d'infrastructures clés, comme la chambre froide et les laiteries, a servi de levier concret pour rapprocher les acteurs et démontrer les bénéfices de la collaboration. Ces équipements ont permis de réduire les pertes post-abattage, de mieux conserver les produits, et de professionnaliser les circuits de distribution.

Cependant, la mise en œuvre de cette synergie d'action n'a pas été sans difficultés. La résistance initiale au changement a constitué un obstacle important. Les habitudes de fonctionnement en vase clos, les rivalités entre acteurs ou encore la méconnaissance mutuelle ont parfois freiné les dynamiques collectives. Il a fallu du temps, de la pédagogie et des appuis-conseils répétés pour faire évoluer les mentalités.

Une autre contrainte a été le niveau hétérogène de structuration des groupements, qui n'étaient pas tous au même stade de maturité institutionnelle. Cela a rendu l'accompagnement plus complexe, nécessitant des ajustements et un suivi différencié.

L'une des leçons majeures de cette expérience est que le renforcement organisationnel ne peut pas être dissocié du développement de relations interprofessionnelles concrètes. Les effets les plus visibles n'ont pas seulement résulté des formations ou des mises à jour statutaires, mais bien de la manière dont les acteurs ont commencé à se parler, à collaborer et à bâtir une chaîne de confiance.

La reproductibilité de cette pratique dépendra de plusieurs facteurs : la volonté politique locale, l'existence de structures d'appui crédibles, la capacité à mobiliser des financements pour les infrastructures clés, et surtout, le temps nécessaire pour que les acteurs s'approprient une nouvelle culture de collaboration.

Facteurs clés de succès

- Diagnostic ciblé grâce à l'outil ERO et une enquête référentielle
- Implication des parties prenantes locales
- Infrastructures concrètes facilitant la mise en réseau

Contraintes

- Résistance au changement et fonctionnement en silo
- Niveaux de structuration très variables entre groupements
- Rivalités et manque de confiance entre certains acteurs

Leçons tirées

- Le dialogue et la collaboration sont clés pour structurer durablement les acteurs
- L'accompagnement doit être adapté aux capacités réelles des bénéficiaires
- La mise en réseau prend du temps mais crée une dynamique porteuse et reproductible

Recommandations

Pour renforcer et pérenniser cette dynamique de structuration et de collaboration entre les acteurs de la chaîne bétail-viande, plusieurs recommandations peuvent être formulées à l'attention des décideurs, bailleurs, structures d'appui et porteurs de projets.

- **Pour les décideurs**, la reconnaissance officielle des fédérations d'éleveurs et leur intégration dans les politiques nationales de l'élevage sont des conditions clés pour structurer durablement la filière. Leur rôle de médiation est d'autant plus efficace qu'elles bénéficient d'un appui institutionnel stable et de moyens suffisants pour assurer leur mission.
- **Pour les Bailleurs**, l'allongement de la durée des projets est indispensable pour favoriser des changements profonds dans les comportements et les modes d'organisation des acteurs. Un soutien financier accru, incluant des subventions adaptées et des dispositifs de financement mixtes, permet de consolider les acquis et d'en assurer la viabilité à long terme.
- **Pour les Structures d'appui**, les dispositifs d'accompagnement doivent être différenciés selon le niveau de structuration des groupements, avec des parcours progressifs de renforcement des capacités. Un appui technique de proximité, des formations ciblées et des sessions de coaching, facilitent l'ancrage des nouvelles pratiques.

Pour les Porteurs de projets, les infrastructures collectives (chambres froides, laiteries, points de vente) sont des leviers concrets de mise en réseau, à condition qu'elles soient accompagnées de mécanismes de gestion participative. Leur bonne utilisation repose sur une gouvernance claire, un suivi régulier, et une appropriation par les bénéficiaires.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Renforcer les capacités des emboucheurs pour améliorer la qualité de la viande et les revenus au Tchad

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Professionnalisation** : Le renforcement des capacités techniques, l'octroi de matériel adapté et la structuration des producteurs ont permis d'améliorer la conduite des ateliers d'embouche, avec des effets visibles sur la qualité des animaux commercialisés et les revenus des éleveurs.
- **Impact démontré** : L'implication active des acteurs locaux et l'appui de proximité ont facilité l'adoption rapide des bonnes pratiques et généré un effet d'entraînement dans les zones non ciblées directement par le projet.
- **Reproductibilité** : Pour étendre la pratique, il est indispensable d'adapter le contenu et le rythme des formations aux profils des bénéficiaires, d'assurer un accompagnement post-formation régulier, et de faciliter l'accès à des financements adaptés pour soutenir la montée en puissance des emboucheurs.

- **Pays** : Tchad
- **Porteur/organisation** : Association des Eleveurs Nomades (AEN)

Problématique

Avant l'intervention du projet d'Appui au Développement des Fermes Bovine-Ovine au Tchad (PADEFEM-TD), la conduite des ateliers d'embouche au Tchad souffrait de multiples insuffisances qui limitaient la rentabilité de l'activité, pourtant porteuse de potentiel économique. Les cycles d'engraissement étaient souvent trop longs, les performances techniques faibles, et les pertes d'aliment élevées en raison d'un mauvais aménagement des équipements ou d'un manque de savoir-faire. La majorité des producteurs engagés dans l'embouche exerçaient leur activité de manière empirique, sans formation structurée ni référentiel technique adapté. En parallèle, l'accès aux intrants nécessaires (aliments, matériel, soins vétérinaires) restait limité, tant en termes de disponibilité que de coût. Cette situation décourageait de nombreux producteurs et ne permettait pas de répondre à la demande croissante en viande de qualité sur les marchés locaux.

À ces difficultés s'ajoutait une faible structuration des acteurs de l'embouche, ce qui nuisait à leur visibilité, à leur capacité de négociation, et à leur accès aux services ou aux marchés. Leur isolement freinait la circulation des bonnes pratiques et empêchait l'émergence de partenariats avec les autres maillons de la chaîne de valeur, comme les fournisseurs d'intrants ou les commerçants.

Dans ce contexte, le PADEFEM-TD a identifié une opportunité d'action concrète : soutenir les promoteurs d'ateliers d'embouche dans l'amélioration de leurs pratiques techniques et de leur positionnement économique. Il s'agissait de transformer ces initiatives individuelles ou communautaires en activités structurées, techniquement fiables et économiquement viables, capables d'alimenter durablement les marchés locaux en animaux de boucherie de qualité.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite par le projet PADEFEM-TD repose sur un appui intégré à la conduite des unités d'embouche. Elle combine renforcement des capacités techniques, dotation en matériel de base, accompagnement organisationnel et mise en réseau des producteurs. L'objectif était de professionnaliser les pratiques d'embouche en favorisant la maîtrise des itinéraires techniques, la réduction des pertes, l'amélioration du suivi sanitaire et la valorisation des produits sur les marchés.

L'un des éléments distinctifs de cette approche tient à la mobilisation d'acteurs locaux bien ancrés dans les territoires. Les organisations faitières provinciales d'éleveurs ainsi que les services déconcentrés du ministère en charge de l'élevage ont été au cœur de la mise en œuvre. Ce choix a permis de valoriser les compétences locales, d'adapter les messages aux réalités du terrain, et de renforcer l'appropriation des actions par les bénéficiaires. De plus, l'édition et la distribution d'un manuel technique d'embouche ont contribué à pérenniser les acquis pédagogiques.

La mise en œuvre s'est déroulée en plusieurs étapes. Elle a débuté par une étude diagnostique des dynamiques locales d'embouche dans les zones ciblées, permettant de mieux comprendre les pratiques existantes et de cibler les bénéficiaires. Des campagnes d'information et de sensibilisation ont ensuite été organisées pour mobiliser les producteurs. Puis des sessions de formation sur les techniques améliorées de conduite d'ateliers d'embouche ont été menées, centrées sur des thématiques clés comme l'aménagement des enclos, l'alimentation, les soins vétérinaires et la gestion du cycle d'engraissement. À l'issue de ces formations, 90 kits de matériel ont été remis aux producteurs formés. Le projet a aussi facilité la structuration de trois unions d'emboucheurs et a encouragé la création de partenariats commerciaux avec les bouchers et commerçants.

En termes de ressources mobilisées, le projet a bénéficié de l'appui de spécialistes du service de l'élevage pour l'étude diagnostique, de la DPEPA pour la formation, et des OP faitières pour la mobilisation communautaire et l'accompagnement organisationnel. Sur le plan technique, du matériel d'embouche a été fourni (mangeoires, abreuvoirs, outils divers), et un manuel technique a été élaboré pour soutenir la transmission des savoirs. L'ensemble de l'approche a été financé dans le cadre des activités du PADEFEM-TD, en synergie avec d'autres initiatives locales.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre de cette pratique a permis d'obtenir des résultats concrets, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Vingt-cinq séances de sensibilisation ont été organisées, touchant environ 3 600 producteurs, dont 705 femmes. Cette mobilisation a permis d'ancrer localement l'intérêt pour les techniques d'embouche et de préparer les bénéficiaires à l'adoption de nouveaux savoir-faire.

Au total, 90 emboucheurs ont été formés aux techniques améliorées de conduite des ateliers d'embouche. À l'issue de ces formations, chacun a reçu un kit de matériel adapté aux besoins identifiés (mangeoires, abreuvoirs, outils de contention, etc.). En complément, un manuel technique a été édité pour consolider les acquis et faciliter la réplication des bonnes pratiques au-delà des bénéficiaires directs. Sur le plan organisationnel, trois unions d'emboucheurs ont été créées, leur donnant une meilleure capacité de représentation et d'action collective. Ces unions ont par ailleurs permis de négocier et conclure trois accords de partenariat avec des commerçants et des bouchers.

Les changements observés sont significatifs. Sur le plan technique, les producteurs ont commencé à mettre en œuvre les recommandations liées à l'alimentation, à l'habitat et au suivi sanitaire des animaux. L'utilisation des équipements fournis a permis de réduire les pertes d'aliments, comme l'a souligné le président de l'Union des emboucheurs de Mongo. L'amélioration des conditions d'engraissement s'est traduite par une hausse de la qualité des animaux de boucherie, et donc de leur valeur marchande. Par exemple, des bovins acquis entre 75 000 et 100 000 F CFA ont été revendus jusqu'à 200 000 F CFA après seulement 40 jours d'embouche, générant des marges significatives pour les producteurs.

Au-delà des bénéficiaires directs, l'initiative a déclenché un effet de diffusion visible. Plusieurs producteurs environnants ont été inspirés par les résultats observés et ont commencé à adopter les pratiques promues, contribuant à une dynamique de transformation locale. Le recours plus fréquent aux services vétérinaires pour les traitements préventifs et curatifs témoigne aussi d'un changement d'attitude en matière de santé animale. Enfin, d'autres projets et partenaires intervenant dans la zone ont manifesté un intérêt croissant pour soutenir ou répliquer ce type d'initiative.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite de cette bonne pratique. L'un des éléments déterminants a été l'implication active des acteurs de proximité, notamment les organisations faitières d'éleveurs et les services techniques déconcentrés. Ce choix a permis d'adapter les messages aux réalités locales, de renforcer la confiance des producteurs et de valoriser les compétences déjà présentes sur le terrain. Le diagnostic initial a également joué un rôle structurant, en orientant les actions vers des bénéficiaires motivés et en phase avec les objectifs du projet. Enfin, la combinaison d'une formation technique, d'un appui en équipement et d'un accompagnement organisationnel a constitué une approche complète et bien articulée.

Cependant, certaines contraintes ont limité l'ampleur des résultats. La durée des formations, jugée trop courte et trop intense par les participants, n'a pas toujours permis une assimilation complète des modules abordés, surtout pour un public en majorité peu alphabétisé. De plus, l'absence de suivi post-formation a privé les producteurs d'un appui-conseil personnalisé au moment où ils rencontraient des difficultés concrètes pour mettre en œuvre les apprentissages. Enfin, aucun appui financier n'a été prévu pour accompagner les producteurs souhaitant agrandir leurs unités d'embouche, ce qui a

limité le passage à l'échelle.

Ces limites ont permis de tirer plusieurs leçons. Il apparaît essentiel d'adapter le rythme des formations aux capacités des participants, quitte à étaler les modules sur plusieurs sessions. Un dispositif de suivi post-formation, même léger, peut grandement renforcer l'efficacité des apprentissages et favoriser leur pérennisation. Par ailleurs, si l'équipement de base est utile pour initier les producteurs, un appui en capital, même partiel, peut être nécessaire pour consolider l'activité et la rendre pleinement rentable. Enfin, si la pratique est techniquement transférable dans d'autres contextes sahéliens similaires, sa reproductibilité dépendra fortement de l'existence d'acteurs de proximité compétents, de débouchés de marché accessibles, et d'un minimum d'accompagnement structuré.

Facteurs clés de succès

- Implication des acteurs locaux
- Diagnostic initial pertinent
- Appui intégré : formation, équipement, structuration
- Approche ancrée dans les réalités locales

Contraintes

- Formations trop courtes et denses
- Absence de suivi post-formation
- Manque de soutien financier pour agrandir les activités

Leçons tirées

- Adapter le rythme des formations aux profils des bénéficiaires
- Prévoir un accompagnement terrain après la formation
- Associer un appui financier pour favoriser la montée en puissance
- Reproductibilité conditionnée par un encadrement local et l'existence de marchés

Recommandations

Pour les porteurs de projets similaires, il est essentiel d'adopter une approche intégrée qui combine formation technique, dotation en équipements et accompagnement organisationnel. La formation doit être planifiée sur une durée suffisante, avec des modules allégés et adaptés aux capacités des apprenants, notamment lorsqu'ils sont peu alphabétisés. Il est également recommandé de prévoir un dispositif de suivi post-formation, même léger, afin de renforcer l'ancrage des apprentissages et répondre aux difficultés concrètes rencontrées lors de la mise en œuvre. Enfin, le recours aux acteurs de proximité – organisations professionnelles, services techniques locaux – constitue un levier important pour assurer la pertinence des interventions et leur appropriation par les bénéficiaires.

- **Pour les décideurs**, bailleurs et structures d'appui, cette pratique démontre qu'un investissement ciblé dans les capacités des petits producteurs peut produire des résultats tangibles, tant en termes de qualité que de revenus. Il est donc recommandé d'intégrer l'embouche comme axe stratégique dans les politiques de développement de l'élevage, en facilitant l'accès à des formations continues, à des équipements adaptés et à des mécanismes de financement inclusifs. La mise en place de fonds de roulement ou de crédits adaptés pourrait aider les producteurs à franchir un cap en termes de volume et de professionnalisation. En parallèle, l'appui à la structuration des producteurs est indispensable pour améliorer leur positionnement dans la chaîne de valeur et favoriser la conclusion de partenariats commerciaux durables.

- **À court terme**, il est conseillé de consolider les acquis des bénéficiaires actuels à travers des missions d'appui-conseil et de renforcer la diffusion des bonnes pratiques via les unions d'emboucheurs et les relais communautaires formés.

- **À moyen et long terme**, la reproductibilité de cette bonne pratique dans d'autres régions suppose de cartographier les acteurs existants, de cibler les zones à fort potentiel et de veiller à l'existence de marchés de proximité dynamiques. Un suivi rigoureux et une documentation continue permettront également d'ajuster les approches et d'accroître l'impact sur le long terme.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Concevoir des motos équipées pour un transport hygiénique de la viande au Nigéria

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Hygiène et modernisation** : L'introduction de motos équipées pour le transport de viande améliore l'hygiène sur toute la chaîne logistique, réduit les risques de contamination, et soutient l'émergence de nouveaux services comme la vente en ligne de viande fraîche. Ces véhicules deviennent des atouts clés pour les jeunes entrepreneurs et les coopératives.
- **Impact démontré** : Appuyée par un engagement fort des autorités locales, cette innovation technique localement conçue transforme les pratiques de transport et de vente de viande, renforce la sécurité sanitaire des aliments et stimule la confiance des consommateurs.
- **Reproductibilité** : Pour essaimer cette pratique, il est essentiel d'encadrer les artisans locaux avec des normes claires, d'assurer l'adhésion des gouvernements locaux, et de faciliter l'accès au financement pour les opérateurs qui souhaitent s'équiper ou développer des services de livraison.

Pays : Nigéria

Porteurs/organisations : Consortium KSA- AgroLog

Problématique

Avant l'intervention du projet « Feedlots, Crossbreeding, Upgrading Meat Value Chain » (Parcs d'engraissement, croisement génétique, amélioration de la chaîne de valeur de la viande), le transport de viande au Nigéria se faisait dans des conditions extrêmement précaires, compromettant la sécurité sanitaire des produits carnés. Les carcasses étaient fréquemment déplacées à l'aide de moyens inadaptés tels que des voitures sales, des motos ordinaires, des tricycles ouverts, des brouettes ou encore à même la tête dans des bassines. Ces pratiques exposaient la viande à la poussière, aux fumées, aux insectes et à d'autres contaminants tout au long du trajet entre les abattoirs et les points de vente ou de consommation. Aucun dispositif n'était mis en place pour garantir des conditions d'hygiène minimale, et la quasi-totalité des transporteurs n'avait reçu ni formation ni sensibilisation aux normes sanitaires.

Cette situation posait un risque sérieux pour la santé publique, en favorisant la contamination microbienne de la viande. Les pratiques informelles et l'absence de contrôle ou de réglementation renforçaient l'ampleur du problème. Pourtant, la demande croissante de viande de qualité et les nouvelles habitudes de consommation, notamment à travers la vente en ligne, ouvraient des perspectives intéressantes pour améliorer l'offre et moderniser la chaîne de valeur.

Face à cette opportunité, le projet a identifié le transport de la viande comme un maillon critique à transformer pour garantir la salubrité des produits, sécuriser les consommateurs et soutenir l'émergence de nouveaux services commerciaux, tout en créant des emplois pour les jeunes, notamment dans le e-commerce de produits carnés.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite par le projet repose sur la conception et l'expérimentation de véhicules motorisés adaptés au transport de viande fraîche, en particulier sous forme chaude, dans des conditions hygiéniques. L'innovation principale consiste en la fabrication de cabines en acier inoxydable ou en aluminium, montées sur des motos et conçues pour transporter jusqu'à 100 kg de viande, tout en protégeant les produits des contaminations extérieures.

Ce dispositif a été pensé de manière à répondre à plusieurs exigences : ne pas être lui-même une source de contamination, être facilement lavable et inspectable, assurer la protection contre les éléments extérieurs (poussière, fumée, odeurs, microbes), et pouvoir être entretenu aisément par les opérateurs. Deux grandes variantes ont été conçues : des cabines intégrées sur motos pour les petits volumes et des structures modulables sur tricycles ou fourgonnettes pour les volumes plus importants. Pour des raisons budgétaires, le projet s'est concentré sur la fabrication de modèles pilotes de motos équipées, qui ont été remises à des transporteurs et vendeurs en ligne.

Le processus de mise en œuvre s'est déroulé en plusieurs étapes. D'abord, une analyse technique a été conduite par l'équipe du projet pour identifier les spécifications nécessaires. Ces spécifications ont ensuite été confiées à des artisans locaux spécialisés en mécanique et soudure, pour produire les cabines selon les standards requis. Une supervision étroite a été assurée par le consortium KSA-AgroLog afin de garantir la qualité de fabrication. Parallèlement, des formations, des séminaires et des démonstrations en langues locales ont été organisés pour sensibiliser les acteurs aux risques sanitaires liés au transport traditionnel de viande et aux bénéfices des nouvelles pratiques.

Les ressources mobilisées pour cette innovation ont été à la fois humaines, techniques et institutionnelles. L'équipe du projet, dotée d'une expertise pluridisciplinaire, a assuré la conception, la coordination et le suivi technique. Des artisans locaux ont apporté leur savoir-faire pour la fabrication. Les gouvernements des États d'Edo et de Gombe ont soutenu l'initiative, notamment en facilitant son intégration dans les réglementations locales. Le financement a été assuré par le budget du projet, bien que des contraintes aient limité l'extension à grande échelle de la pratique.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre de cette innovation dans le transport de viande a permis d'enregistrer plusieurs résultats concrets et mesurables. Quatre motos équipées de cabines en acier inoxydable ont été construites localement et remises à des opérateurs de la chaîne de valeur, notamment des transporteurs et des vendeurs de viande en ligne. Ces véhicules ont été immédiatement opérationnels dans les zones d'intervention du projet, où ils ont contribué à améliorer significativement les conditions de transport de la viande chaude entre les abattoirs et les points de vente ou de livraison.

Sur le plan institutionnel, l'impact a été tout aussi remarquable. Le gouvernement de l'État d'Edo a adopté le modèle proposé par le projet comme standard obligatoire pour tout transport de viande dans l'État à compter du 1er janvier 2023. Cette décision marque une appropriation complète de l'innovation par les autorités locales. Dans l'État de Gombe, un processus similaire est en cours, avec des discussions sur la mise en place d'un cadre législatif pour intégrer ce modèle dans la réglementation.

Les effets sur le système ont été multiples. Des artisans locaux, notamment des soudeurs impliqués dans la fabrication des cabines, ont renforcé leurs compétences techniques et sont désormais capables de reproduire ces équipements selon les normes. Cela ouvre la voie à une filière de fabrication locale, génératrice de revenus et d'emplois.

Le changement de comportement est également perceptible chez les opérateurs. La prise de conscience des enjeux sanitaires liés au transport a incité plusieurs acteurs à abandonner progressivement les méthodes traditionnelles au profit de pratiques plus sûres. L'usage de ces motos facilite aussi la livraison dans le cadre de la vente en ligne, un segment émergent de la chaîne de valeur que le projet a contribué à renforcer.

Enfin, la reconnaissance du modèle par d'autres acteurs en dehors du Nigeria témoigne de son attractivité. L'ONG Vétérinaires Sans Frontières International, par exemple, a reproduit l'approche au Togo, ce qui confirme son potentiel de diffusion régionale.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs facteurs ont contribué au succès de cette innovation. D'abord, l'approche de sensibilisation a été déterminante. Les ateliers, séminaires et démonstrations organisés dans les langues locales ont permis de vulgariser les bonnes pratiques et d'expliquer les dangers du transport non hygiénique de viande. L'utilisation d'équipements audiovisuels a rendu ces messages accessibles et convaincants pour un large public, notamment les petits opérateurs.

Le soutien institutionnel a également joué un rôle clé. L'engagement des gouvernements des États bénéficiaires, en particulier celui d'Edo, a permis non seulement de légitimer la démarche, mais aussi de l'ancrer durablement dans les politiques publiques. La capacité technique de l'équipe de coordination du projet, combinée à une supervision rigoureuse du processus de fabrication, a permis de garantir la qualité des prototypes produits.

Cependant, plusieurs contraintes ont limité l'expansion de la pratique. Le coût élevé des matériaux requis, notamment les plaques d'aluminium ou d'acier inoxydable, a représenté un frein pour la réplication à grande échelle. De plus, les bénéficiaires potentiels se heurtent à des difficultés d'accès au crédit auprès des institutions financières, ce qui limite leur capacité à investir dans ce type d'équipement.

Ces difficultés soulignent la nécessité d'un appui complémentaire. Le projet a commencé à établir des liens avec des banques telles que la "Bank of Industry", la "Bank of Agriculture ou NIRSAL", mais un accompagnement renforcé est indispensable pour sécuriser des lignes de financement spécifiques.

Une leçon importante est que même des innovations techniques relativement simples peuvent avoir un impact important si elles sont bien adaptées au contexte local, accompagnées d'un effort de sensibilisation soutenu, et intégrées à une stratégie institutionnelle. Toutefois, la reproductibilité de la pratique dépendra fortement de la capacité à lever les freins économiques et à structurer une offre locale de fabrication et de maintenance.

Facteurs clés de succès	Contraintes	Leçons tirées
. Sensibilisation efficace en langues locales avec outils audiovisuels . Soutien actif des gouvernements, notamment Edo . Expertise technique et supervision rigoureuse	. Coût élevé des matériaux . Accès limité au crédit pour les petits opérateurs . Offre locale de production encore limitée	. Une innovation simple peut avoir un fort impact si elle est bien contextualisée . La levée des freins financiers est clé pour la réplication . L'ancrage institutionnel renforce la durabilité

Recommandations

Pour renforcer l'impact de cette bonne pratique et faciliter sa diffusion à plus grande échelle, plusieurs recommandations peuvent être formulées à l'attention des porteurs de projets, des décideurs publics, des bailleurs de fonds et des structures d'appui.

- **Pour les porteurs de projets**, Les initiatives similaires gagneraient à intégrer dès le départ un volet technique visant la conception locale d'équipements adaptés. Le recours à des artisans locaux s'est révélé efficace pour produire des cabines conformes aux normes d'hygiène, tout en développant des compétences durables au sein des communautés. Pour garantir la qualité, il est essentiel de fournir aux artisans des cahiers des charges précis, un encadrement technique rigoureux et des appuis ciblés tout au long du processus de fabrication.

  Par ailleurs, l'innovation ne devrait pas être pensée isolément : son intégration dans une stratégie globale de modernisation de la filière viande – de l'abattage à la distribution – est essentielle pour en maximiser les effets.

- **Pour les décideurs publics**, Les gouvernements locaux et nationaux doivent être sensibilisés aux enjeux sanitaires et économiques du transport de viande. L'exemple de l'État d'Edo montre qu'un appui politique fort, matérialisé par une décision rendant obligatoire le recours aux équipements promus, peut accélérer l'adoption et garantir la durabilité de l'innovation. La mise en place de cadres réglementaires clairs, la reconnaissance des artisans agréés, et l'organisation de visites d'échanges entre États peuvent jouer un rôle structurant dans la diffusion régionale de la pratique.

- **Pour les bailleurs de fonds**, Le soutien financier à cette innovation est déterminant pour assurer son essor. Bien que les équipements soient moins coûteux que les standards internationaux, leur acquisition reste hors de portée pour de nombreux petits opérateurs. Il est donc recommandé de développer des mécanismes spécifiques de soutien : subventions ciblées, crédits à taux préférentiels, formules de leasing, ou dispositifs de financement mixte. L'appui à la standardisation régionale des modèles techniques peut également faire l'objet d'un investissement stratégique à fort effet de levier.

- **Pour les structures d'appui**, Il est nécessaire de poursuivre et d'élargir les efforts de renforcement des capacités auprès des acteurs de la chaîne. Cela inclut des formations en cascade sur la maintenance des équipements, les bonnes pratiques d'hygiène, ou encore l'utilisation des véhicules spécialisés. À plus long terme, la création d'un réseau d'artisans agréés, la diffusion de guides techniques, et l'établissement de normes reconnues au niveau régional (CEDEAO) pourraient favoriser la professionnalisation de la filière. Le partage libre des plans techniques, comme proposé par KSA-AgroLog, constitue une opportunité concrète à saisir pour structurer cette dynamique.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Formaliser pour mieux commercer : introduire la vente au poids vif et les documents contractuels dans le commerce de bétail

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Structuration des échanges** : L'introduction de la vente au poids vif et de documents commerciaux standardisés renforce la transparence, la traçabilité et l'équité dans les transactions, contribuant à la formalisation progressive du commerce de bétail.
- **Transformation des pratiques** : L'association d'outils techniques simples (comme la bascule) et de supports juridiques accessibles transforme durablement les habitudes commerciales, à condition d'être soutenue par un dialogue régulier et une implication active des acteurs concernés.
- **Reproductibilité** : Étendre la pratique à d'autres contextes nécessite un engagement fort des organisations professionnelles locales, l'implication des autorités techniques, et un accompagnement de proximité combinant sensibilisation, formation et appui continu aux commerçants.

Pays : Côte d'Ivoire et Burkina Faso

Porteur/organisation : Fédération Nationale des Coopératives de la Filière Bétail Viande de Côte d'Ivoire (FENACOFBVI-CI)

Problématique

Avant la mise en œuvre de la formalisation des transactions commerciales sur le corridor Ouagadougou–Abidjan, les pratiques dans le commerce de bétail reposaient sur des échanges largement informels, fondés sur la négociation orale et l'estimation visuelle. L'ensemble des opérations – commandes, livraisons, ventes et achats – se faisait sans aucun support écrit, exposant les acteurs à des litiges fréquents et à une grande insécurité financière. Les prix étaient souvent déterminés de manière arbitraire, selon la capacité de négociation du client ou la relation entretenue avec le vendeur, ce qui pénalisait à la fois les éleveurs, les commerçants et les chevillards.

Cette informalité entraînait plusieurs conséquences néfastes. Au moment des commandes, les commerçants ne disposaient d'aucune preuve en cas d'annulation de la part d'un client. Cela rendait difficile, voire impossible, le recours à des financements auprès d'institutions financières, les bons de commande formels n'existant pas. Lors des livraisons, l'absence de documents permettait au client de contester la dette ou la réception de la marchandise, fragilisant la position du fournisseur. Quant aux opérations de vente ou d'achat, le manque d'objectivité dans la fixation des prix accentuait les déséquilibres commerciaux, alimentait l'endettement des chevillards et contribuait à l'augmentation injustifiée des prix pour les consommateurs finaux.

En parallèle, les échanges monétaires liés à ces transactions s'effectuaient souvent en liquide, en l'absence de guichets de transfert de fonds à proximité des marchés. Cela exposait les commerçants à des risques de braquage, notamment lors de leurs déplacements avec de fortes sommes d'argent.

Face à ces multiples dysfonctionnements, la formalisation des échanges commerciaux est apparue comme une opportunité stratégique pour structurer les relations entre acteurs, sécuriser les transac-

tions, renforcer la transparence dans la fixation des prix et crédibiliser les démarches de financement auprès des institutions financières. Elle répondait à un besoin clairement exprimé par les acteurs de terrain, soucieux de sortir de la précarité et d'améliorer leur capacité de négociation dans un environnement plus structuré et sécurisé.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consiste à formaliser les transactions commerciales dans le commerce de bétail à travers deux innovations complémentaires : l'adoption de l'achat et de la vente au poids vif, et l'utilisation systématique de documents commerciaux tels que bons de commande, bons de livraison et factures. Cette double réforme visait à professionnaliser les échanges, améliorer la traçabilité, renforcer la transparence dans la fixation des prix et faciliter l'accès aux financements.

L'élément distinctif de la pratique réside dans l'association entre des outils juridiques standardisés et une innovation technique concrète – la pesée du bétail à l'aide de bascules installées sur les marchés de Pouytenga et de Port-Bouët. Les animaux sont pesés individuellement avant la vente, et un document imprimé mentionne leur poids exact. Le prix est ensuite calculé sur la base d'un tarif unitaire par kilogramme, convenu à l'avance. Cette approche garantit un prix objectif et équitable, tout en réduisant les marges de spéculation.

La mise en œuvre de la pratique a suivi plusieurs étapes structurées. Une étude de référence a d'abord été réalisée pour établir un état des lieux des pratiques existantes. Ensuite, des campagnes de sensibilisation ont été conduites auprès des commerçants et des autorités locales pour présenter les innovations prévues et recueillir leur adhésion. Un juriste a été recruté pour élaborer les documents commerciaux adaptés aux réalités du secteur. En parallèle, les marchés ont été équipés de deux bascules de pesage, dont l'installation a nécessité des concertations avec les acteurs locaux et des aménagements spécifiques.

Sur le plan institutionnel, la bonne pratique a mobilisé une diversité d'acteurs. L'équipe du projet a assuré la coordination et le suivi des activités. Les responsables des organisations professionnelles ont contribué à la mobilisation des bénéficiaires. Le directeur de l'Abattoir de Port-Bouët a joué un rôle décisif de médiateur entre les parties prenantes. Enfin, les prestataires techniques ont assuré l'acquisition et la mise en service des équipements de pesée.

Sur le plan financier, les coûts principaux ont concerné la prestation juridique pour l'élaboration des documents, la commande et l'installation des bascules, ainsi que les activités de communication et de mobilisation des acteurs. Ces investissements ont permis de poser les bases d'un système de commerce plus structuré, plus équitable et plus sécurisé, en rupture avec les pratiques antérieures.

Résultats obtenus et changements observés

La formalisation des transactions commerciales dans le commerce de bétail a permis d'introduire des améliorations concrètes à plusieurs niveaux de la chaîne de valeur. Les résultats obtenus sont visibles tant du point de vue des infrastructures que des comportements des acteurs.

Sur le plan opérationnel, deux bascules de pesage ont été installées : l'une sur le marché primaire de Pouytenga au Burkina Faso et l'autre sur le marché terminal de Port-Bouët en Côte d'Ivoire. Ces équipements ont permis de lancer un système d'achat et de vente au poids vif, jusqu'alors inexistant sur ce corridor. En parallèle, un bureau de centralisation et de facilitation des opérations a été construit à Pouytenga pour appuyer la structuration des flux commerciaux et réduire les délais administratifs.

Du côté des outils juridiques, plusieurs documents commerciaux ont été élaborés : bons de commande, bons de livraison, factures et lettres de reconnaissance de dette. Ces documents sont désormais disponibles sous format imprimé, prêts à l'usage, et ont été présentés aux acteurs lors d'ateliers de validation. Environ une centaine de commerçants ont été informés sur leur utilité et leur mode d'emploi, amorçant une dynamique d'adoption progressive.

Les changements observés sur le terrain sont encourageants. À Pouytenga, les commerçants attendent activement le démarrage opérationnel du système de pesée et de formalisation. À Port-Bouët, les premières résistances ont été surmontées grâce à des séances de sensibilisation et des négociations, et plusieurs commerçants se montrent aujourd'hui favorables à l'installation de la bascule. L'utilisation des documents commerciaux commence à être perçue comme une protection contre les litiges et un levier pour accéder à des financements bancaires.

Sur le plan qualitatif, ces innovations ont contribué à renforcer la confiance entre les acteurs. La pesée rend les prix plus transparents et objectifs, réduisant les contestations. Les documents commerciaux offrent une traçabilité qui sécurise les relations commerciales et crédibilise les transactions. Les témoignages recueillis confirment ces avancées : pour certains commerçants, cette pratique marque une sortie progressive de l'informel et ouvre de nouvelles perspectives de structuration de leurs activités.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Le succès de cette bonne pratique repose sur plusieurs facteurs déterminants. En premier lieu, la qualité de la communication et de la sensibilisation a joué un rôle fondamental. Les campagnes d'information menées auprès des commerçants ont permis d'expliquer les bénéfices concrets des innovations et de lever une partie des résistances initiales. La concertation a favorisé une meilleure adhésion des parties prenantes, en particulier à Port-Bouët où les négociations ont été longues mais fructueuses.

Le rôle des leaders locaux a également été essentiel. À Pouytenga, le président de la coopérative des commerçants s'est fortement impliqué pour mobiliser ses membres et soutenir l'adoption de la pratique. À Abidjan, le directeur de l'abattoir de Port-Bouët a servi de médiateur entre les différentes parties, permettant de renouer le dialogue dans un climat initialement tendu. Ces figures relais ont permis de traduire les messages du projet dans un langage compréhensible et crédible pour les bénéficiaires.

Sur le plan méthodologique, l'association entre innovations techniques (bascule) et outils juridiques (documents commerciaux) a permis d'aborder la formalisation de manière complète. L'élaboration des documents par un juriste spécialisé a renforcé leur légitimité, tandis que les équipements de pesée ont rendu les transactions plus objectives.

Cependant, plusieurs contraintes ont freiné le déploiement complet de la pratique. La complexité de mise en place d'un guichet unique, initialement prévue, a nécessité un ajustement vers un bureau de facilitation, plus simple à mettre en œuvre. L'harmonisation des procédures entre les deux pays, également envisagée, s'est heurtée à des obstacles institutionnels et a été remplacée par une stratégie de fluidification des flux routiers. En outre, des résistances internes, liées à des conflits de leadership entre les organisations professionnelles, ont retardé l'adhésion de certains acteurs, notamment à Port-Bouët.

L'une des principales leçons tirées est que l'innovation technique, aussi pertinente soit-elle, ne suffit pas sans un investissement parallèle dans le dialogue et la gouvernance locale. L'implication des leaders professionnels, la médiation active et la création d'un espace de dialogue ont été les véritables leviers du changement.

Une autre leçon importante concerne la transférabilité de la pratique. Si les résultats obtenus sont prometteurs, leur reproduction dans d'autres contextes nécessite un travail préalable d'adaptation au cadre institutionnel, aux dynamiques locales et aux capacités d'appropriation des acteurs. Il ne s'agit pas d'un modèle figé, mais d'un cadre adaptable, dont le succès dépend étroitement de la qualité du processus de mise en œuvre.

Facteurs clés de succès

- Communication efficace et concertation locale
- Engagement des leaders locaux
- Alliance technique (bascule) et juridique (documents)
- Élaboration participative des outils

Contraintes

- Difficulté à créer un guichet unique
- Conflits de leadership dans certaines localités
- Obstacles à l'harmonisation entre pays
- Adhésion lente de certains commerçants

Leçons tirées

- Le dialogue et la gouvernance locale sont clés pour l'appropriation
- Les relais crédibles facilitent l'adhésion des acteurs
- Le modèle est transférable s'il est adapté aux réalités locales
- Un processus co-construit renforce la légitimité et la durabilité des solutions

Recommandations

Pour assurer la pérennisation et la diffusion de la pratique de formalisation des transactions commerciales dans le commerce de bétail, plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées à différents niveaux.

- **Pour les porteurs de projets similaires**, il est essentiel de combiner les innovations techniques avec des outils simples de gestion commerciale. La pesée du bétail et l'élaboration de documents contractuels doivent être conçues comme des leviers complémentaires. Il convient de démarrer avec une phase pilote sur un marché bien structuré, en mobilisant les leaders professionnels locaux et en assurant un accompagnement de proximité. La formation des commerçants à l'utilisation des documents, en particulier dans les contextes de faible alphabétisation, est également un facteur clé à intégrer dès le départ.

- **Pour les décideurs publics et les structures d'appui**, il est crucial de reconnaître que la formalisation ne peut réussir sans un appui institutionnel clair. L'implication active des ministères techniques (commerce, élevage, finances) permet de créer un environnement favorable à l'adoption de ces pratiques. L'officialisation des documents commerciaux, leur reconnaissance juridique, ainsi que l'aménagement de dispositifs de pesée dans les grands marchés doivent être soutenus à travers des politiques publiques cohérentes. Le rôle de la CEDEAO et de ses institutions techniques pourrait aussi être renforcé pour favoriser l'harmonisation régionale et le partage d'expériences entre pays.

- **Pour les bailleurs et les partenaires techniques**, la priorité devrait être donnée à l'extension progressive de la pratique à d'autres corridors stratégiques. Cela suppose un financement adapté pour l'installation d'infrastructures (bascule, bureaux de facilitation), mais aussi un appui à la gouvernance locale et à la médiation entre acteurs. Les interventions devront intégrer une composante de suivi-évaluation permettant d'ajuster les dispositifs au fur et à mesure de leur appropriation par les bénéficiaires. Il serait également utile de produire des outils simplifiés (guides, fiches pratiques, vidéos) pour accompagner la réplication dans d'autres contextes.

- **À court terme**, il est recommandé que l'ARAA engage un dialogue formel avec les ministères techniques des pays concernés, afin de leur présenter les résultats et les impacts observés. Une lettre officielle accompagnée d'un dossier de capitalisation pourrait servir de base pour obtenir leur adhésion à une extension dans le cadre de la phase 2 du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO). Une telle démarche renforcera la légitimité institutionnelle de la pratique et facilitera son intégration dans les politiques nationales d'appui aux filières bétail-viande.

- **À plus long terme**, la formalisation du commerce de bétail pourrait constituer un axe stratégique d'intégration économique régionale. En professionnalisant les échanges, en réduisant les litiges, et en améliorant la traçabilité, cette pratique contribue à la transformation structurelle des filières et au renforcement de la sécurité alimentaire dans l'espace CEDEAO. Elle mérite à ce titre un accompagnement soutenu, au croisement des priorités économiques, sociales et politiques des États membres.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Cultiver le fourrage pour sécuriser l'alimentation du bétail en saison sèche

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Résilience alimentaire** : En cultivant Panicum maximum, les éleveurs ont pu stabiliser l'alimentation de leurs troupeaux pendant la saison sèche, améliorer l'état corporel des animaux et réduire les conflits avec les agriculteurs grâce à la sédentarisation.
- **Impact démontré** : L'introduction de la culture fourragère, accompagnée de formations ciblées et d'un encadrement de proximité, a permis aux éleveurs de transformer durablement leurs pratiques alimentaires et d'améliorer la productivité de leur élevage, même dans un contexte extensif.
- **Reproductibilité** : Pour diffuser cette pratique, il faut garantir un accès sécurisé au foncier, accompagner les éleveurs dans la maîtrise des techniques de culture et de conservation, et assurer un suivi technique continu au moins pendant les premières campagnes.

Pays : Guinée

Porteur/organisation : Réseau d'Animateurs pour le Développement Intégré en Guinée (RADIG) et ses partenaires

Problématique

Avant la mise en œuvre de la culture fourragère, l'alimentation du bétail en Guinée Forestière reposait presque exclusivement sur les pâturages naturels. Or, ces ressources végétales s'amenuisaient progressivement à cause de la pression foncière, de la dégradation des terres et de la succession de saisons sèches prolongées. Cette situation entraînait la divagation régulière des animaux à la recherche de verdure, ce qui provoquait des conflits récurrents entre éleveurs et agriculteurs itinérants. Elle exposait également les troupeaux à des risques accrus de maladies, de malnutrition, de prédation et de perte de poids, notamment pendant la période de disette.

Le système extensif dominant ne permettait pas d'anticiper les périodes critiques, ni de stabiliser les troupeaux sur des périmètres sécurisés. Par ailleurs, les résidus post-récolte étaient très peu valorisés, et les pratiques d'alimentation complémentaire restaient marginales, à l'exception du tourteau de palmiste et du son de maïs utilisés pour les petits ruminants.

Dans ce contexte, l'introduction d'une culture fourragère structurée représentait une opportunité stratégique pour améliorer le système alimentaire des cheptels, favoriser la sédentarisation des troupeaux et réduire les tensions entre usagers de l'espace rural. Le projet a donc saisi cette opportunité pour tester, avec les éleveurs, des pratiques résilientes face au changement climatique, susceptibles de renforcer la productivité tout en réduisant les risques liés à l'environnement et aux interactions sociales.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consistait à développer, avec les éleveurs, la culture du *Panicum*

maximum, une herbe fourragère résistante à la sécheresse, aux feux de brousse et très appétée par les espèces locales (bovins, ovins, caprins). Cette plante a été choisie à l'issue d'un travail préparatoire de terrain mené par le consortium RADIG et ses partenaires, en concertation avec les services techniques, les personnes ressources locales et les représentants des éleveurs.

La spécificité de cette pratique réside dans l'introduction planifiée d'une culture fourragère pérenne, adaptée aux conditions climatiques de la région, combinée à une démarche participative de renforcement des capacités des éleveurs. À travers l'herbier réalisé, les espèces végétales appétées par les trois principales espèces animales ont été identifiées, et le *Panicum maximum* s'est imposé comme une option viable. Cette initiative visait aussi à réhabiliter l'usage rationnel des résidus post-récolte, peu valorisés jusqu'alors.

Les étapes principales de mise en œuvre ont débuté par une mission de reconnaissance sur le terrain, suivie de la sélection des bénéficiaires et de la mise en place des parcelles. Des groupements fourragers ont été constitués, puis formés à différentes techniques : importance de la culture fourragère, formes de cultures possibles, modalités d'exploitation, production de semences et contraintes d'adaptation. La formation a été assurée par l'ONG AVES, membre du consortium, avec l'appui de l'UREBV et des services techniques.

Sur le plan des ressources, la mobilisation a été multidimensionnelle. Les ressources humaines comprenaient les animateurs de terrain, les formateurs relais, les techniciens du ministère de l'élevage, ainsi que les leaders communautaires impliqués dans la mise en place des sites. Les ressources techniques ont inclus les semences, les outils de préparation des sols, et l'assistance agronomique. Les ressources financières ont été allouées par le Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) à travers le consortium, couvrant l'installation des parcelles, les formations et les frais de suivi.

Cette combinaison d'approche technique, d'encadrement de proximité et de mobilisation communautaire a constitué le socle d'une innovation simple mais stratégique, capable de transformer en profondeur les pratiques alimentaires des troupeaux dans un contexte fragile.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre de la culture de *Panicum maximum* sur une superficie de quatre hectares a permis de produire environ huit tonnes de fourrage, qui ont été utilisées pendant la période de disette pour nourrir le bétail. Cette disponibilité alimentaire a permis la sédentarisation des troupeaux, limitant ainsi leur divagation en saison sèche. Les animaux sont restés à proximité des habitations et ont été nourris de façon contrôlée, ce qui a considérablement amélioré leur état corporel.

Les effets qualitatifs ont été multiples. D'une part, la sédentarisation a réduit les tensions entre éleveurs et agriculteurs, en supprimant les conflits liés à la divagation des troupeaux dans les champs cultivés. D'autre part, elle a permis aux éleveurs de mieux maîtriser leurs animaux, facilitant la surveillance sanitaire, la prévention des maladies et la diminution des attaques de prédateurs. Les éleveurs ont également constaté une augmentation de la production de lait et de viande, attribuée à la meilleure qualité de l'alimentation.

Ces changements se sont traduits par une amélioration tangible du revenu des bénéficiaires. Le témoignage de Mamady Bamba, éleveur à Guéasso, met en évidence l'impact positif de l'introduction des noyaux reproducteurs nourris avec le fourrage cultivé : les animaux issus de ces croisements sont plus performants que les races locales. Un autre bénéficiaire, Baba, témoigne qu'avant le projet, il devait parcourir de longues distances pour récolter des herbes sauvages, et qu'en saison sèche, il perdait des animaux. Depuis la mise en place des champs fourragers, les pertes ont diminué et la charge de travail s'est réduite.

Enfin, sur le plan comportemental, les bénéficiaires ont adopté une approche plus proactive de la gestion alimentaire du bétail. Le recours systématique à la coupe et au stockage du fourrage pour les périodes critiques marque une rupture par rapport aux pratiques antérieures, reposant sur une dépendance exclusive aux ressources naturelles. Cette évolution traduit un changement structurel dans la gestion des élevages.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

La réussite de cette bonne pratique repose d'abord sur la formation technique des éleveurs, assurée par l'ONG AVES en collaboration avec l'UREBV et les services techniques. Les modules de formation ont couvert l'ensemble du cycle de la culture fourragère, de la préparation du sol à la production de semences. Cette approche complète et progressive a permis aux bénéficiaires de maîtriser les étapes clés de la pratique et de renforcer leur autonomie technique.

Le choix du *Panicum maximum* comme espèce fourragère adaptée au climat local a également été un facteur déterminant. Sa résistance aux feux et à la sécheresse, ainsi que sa bonne appétence pour les principales espèces animales élevées, en ont fait une solution efficace dans un contexte de variabilité climatique croissante.

La dynamique partenariale a constitué un autre levier de succès. La complémentarité entre les membres du consortium, les services techniques, les personnes ressources locales et les leaders communautaires a permis de garantir un encadrement de proximité et une bonne circulation de l'information. Cette collaboration a facilité l'adhésion des éleveurs et la mise en place des parcelles dans des délais raisonnables.

Toutefois, plusieurs contraintes ont été rencontrées au cours de la mise en œuvre. La première a été la difficulté d'accès au foncier pour l'installation des champs fourragers, certains bénéficiaires ayant eu du mal à sécuriser des sites. La deuxième a été liée aux conditions climatiques, avec une sécheresse prolongée au moment du semis, qui a affecté la croissance des plantes. Enfin, des attaques ponctuelles de prédateurs ont été signalées, sans toutefois remettre en cause l'efficacité globale de la pratique.

Ces contraintes mettent en lumière la nécessité de mieux anticiper les conditions de mise en œuvre, notamment en sécurisant les terres avant le démarrage des activités et en adaptant le calendrier agricole aux prévisions climatiques. Il est également essentiel de sensibiliser les communautés à la protection des parcelles et à la gestion collective des ressources.

L'un des enseignements clés réside dans la simplicité et l'adaptabilité de la pratique. Sans recourir à des technologies complexes ni à des intrants coûteux, cette initiative a permis d'introduire une innovation à fort impact, reproductible dans d'autres zones rurales confrontées aux mêmes défis. Toutefois, la reproductibilité dépendra de la disponibilité de semences, de la capacité des acteurs à assurer un suivi rigoureux, et du maintien de l'encadrement technique pendant les premières campagnes.

En somme, cette bonne pratique a démontré qu'il est possible d'initier une transformation durable du système alimentaire des cheptels à travers des solutions simples, participatives et bien ancrées dans les réalités du terrain.

Facteurs clés de succès	Contraintes	Leçons tirées
. Formations pratiques de qualité . Choix d'une espèce adaptée (*Panicum maximum*) . Bonne synergie entre acteurs locaux .	. Accès difficile au foncier . Sécheresse au semis . Attaques de prédateurs	. Des solutions simples peuvent transformer durablement les pratiques . La reproductibilité exige semences disponibles et encadrement soutenu . Anticiper le foncier et sensibiliser à la gestion collective des parcelles

Recommandations

Pour consolider les acquis de cette bonne pratique et en permettre la réplication dans d'autres zones rurales, plusieurs recommandations peuvent être formulées à l'intention des porteurs de projets, des décideurs publics, des bailleurs et des structures d'appui.

- **Pour les porteurs de projets**, les producteurs fourragers bénéficient davantage lorsqu'ils sont organisés en groupements ou coopératives disposant de règles claires de gestion. L'efficacité des interventions repose aussi sur des dispositifs de formation et d'appui-conseil adaptés aux réalités locales, animés par des relais communautaires compétents. Des supports pédagogiques simples et accessibles sont nécessaires pour favoriser l'appropriation, en particulier dans les zones à faible alphabétisation. Un accompagnement de moyen à long terme reste indispensable pour consolider les acquis techniques et organisationnels.

- **Pour les décideurs publics**, la reconnaissance de la culture fourragère comme priorité locale passe par son inscription dans les plans communaux de développement et dans les politiques nationales de l'élevage. L'engagement des autorités locales et traditionnelles est crucial pour sécuriser l'accès au foncier, notamment dans les zones de transhumance. Le lancement d'actions pilotes dans les zones vulnérables peut servir de tremplin à une intégration progressive de la pratique à plus large échelle.

- **Pour les bailleurs**, les initiatives de vulgarisation gagneraient en impact avec une augmentation des montants alloués et une extension de la durée des subventions, permettant une mise en œuvre plus progressive et inclusive. Le financement ciblé des infrastructures collectives (champs fourragers, équipements de stockage, systèmes de distribution) constitue un levier pour renforcer la durabilité. Un appui soutenu aux actions de formation continue et d'encadrement technique reste également essentiel.

- **Pour les structures d'appui**, l'encadrement technique des producteurs joue un rôle clé dans l'adoption et la réussite de la culture fourragère, en particulier durant les premières campagnes. La montée en compétence des relais locaux (techniciens, agents vétérinaires, animateurs) doit être assurée dans la durée. L'accès aux financements adaptés, tels que les microcrédits ou les subventions locales, représente une condition favorable au maintien et à l'extension des parcelles déjà établies.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Former pour transformer : les ateliers écoles d'embouche au service d'une filière bétail-viande plus performante au Togo

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Renforcement des compétences** : Les ateliers écoles d'embouche professionnalisent les jeunes et les femmes en leur offrant un apprentissage pratique, structuré et accessible, directement ancré dans leurs réalités locales. Cette formation technique améliore leurs performances et renforce leur insertion dans la filière bétail-viande.
- **Impact démontré** : L'approche basée sur la pratique, adossée à des infrastructures communautaires bien implantées, accélère l'adoption des innovations et favorise des changements durables. Les éleveurs formés ont amélioré leurs capacités d'embouche, leur productivité et leurs revenus.
- **Reproductibilité** : Pour reproduire cette initiative ailleurs, il est indispensable de sécuriser le foncier, de s'appuyer sur des partenariats solides avec les collectivités, de prévoir un encadrement technique adapté, et d'intégrer des services additionnels comme l'irrigation ou l'hébergement sur site pour les apprenants.

Pays : Togo

Porteur/organisation : Fédération Nationale des Professionnels de la Filière Bétail et Viande du Togo (FENAPFIBVTO), Entreprise Territoire et Développement (ETD) et École Supérieure d'Agriculture (ESA)

Problématique

Avant la mise en œuvre des ateliers écoles d'embouche, la majorité des acteurs de la filière bétail-viande au Togo, notamment les jeunes, les femmes, les éleveurs et commerçants, exerçaient leurs activités selon des pratiques héritées, transmises de manière informelle au sein des familles ou communautés. Ces pratiques, bien qu'adaptées à un système d'élevage traditionnel, ne permettaient ni d'optimiser la productivité, ni d'améliorer significativement la qualité des animaux mis sur le marché. Très peu d'acteurs avaient bénéficié d'une formation structurée en embouche, en gestion d'infrastructures d'élevage, en techniques d'abattage ou en marketing des produits carnés. L'absence d'encadrement technique et financier renforçait cette précarité, limitant les perspectives d'évolution professionnelle dans la filière.

Sur le plan organisationnel, même si les acteurs étaient regroupés en coopératives ou associations, leur fonctionnement restait fragile, marqué par un besoin de renforcement sur les principes coopératifs, la gestion associative et la gouvernance. Par ailleurs, aucun espace permanent n'existait pour le partage d'expérience, l'expérimentation ou la diffusion de techniques d'élevage améliorées. Les opportunités de formation continuaient de se dérouler de façon ponctuelle, sans ancrage territorial.

Dans ce contexte, le projet d'Appui à la production du bétail de qualité grâce à l'embouche bovine et ovine et à la mise en marché (PERCO) a identifié une opportunité stratégique : introduire une nouvelle approche inspirée des champs écoles, capable d'ancrer durablement la formation pratique, la diffusion des innovations et le dialogue entre pairs. Les ateliers écoles d'embouche ont ainsi été conçus comme des centres de formation vivants, intégrés dans les territoires, permettant de structurer

l'offre de renforcement de capacité autour d'infrastructures adaptées et accessibles, avec une forte implication des collectivités locales.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consiste en la mise en œuvre d'un produit d'assurance spécifique, appelé Assurance Transport Bétail avec Indemnité Contractuelle (ATBIC), conçu pour couvrir les pertes liées au transport d'animaux et des convoyeurs sur les corridors d'exportation de bétail. Cette initiative a marqué une innovation majeure dans la filière bétail-viande en Afrique de l'Ouest, en introduisant une solution financière adaptée aux besoins des commerçants et en intégrant des dispositifs institutionnels pour en faciliter l'adoption.

L'un des éléments distinctifs de cette pratique réside dans son mode de conception participatif. Le produit a été co-construit avec les commerçants eux-mêmes, qui ont contribué à définir les niveaux de prime, à valider les types de risques couverts, et à ajuster les conditions contractuelles en fonction des réalités du terrain. Ce dialogue constant entre acteurs a permis de garantir la pertinence du produit et d'en favoriser l'appropriation.

La stratégie de mise en œuvre s'est articulée autour de quatre étapes principales. D'abord, un partenariat a été noué entre trois acteurs clés : Centre d'Appui à l'Entreprenariat Agricole et Services Afférents (CAEASA), porteur du projet et chargé de la coordination technique et financière ; Confédération des Fédérations Nationales de la filière Bétail-Viande pour l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO), structure faîtière des organisations professionnelles, mobilisée pour la sensibilisation des commerçants ; et Coris Assurances Burkina, en charge de la conception technique et de la commercialisation du produit. Ensuite, le produit d'assurance a été développé sur la base d'échanges avec les commerçants exportateurs, à travers des ateliers de concertation et une collecte de données sur les flux de transport. Une troisième étape a consisté à sensibiliser les commerçants sur les marchés à bétail, notamment à Ouahigouya, Bobo, Fada, Kaya, Pouytenga, Banfora ou encore Dori. Enfin, un dispositif de distribution a été mis en place via des points focaux, formés et équipés pour assurer la souscription et le suivi, avec un système de paiement digitalisé via Orange Money pour limiter les manipulations d'espèces.

Parallèlement, un cadre institutionnel a été établi pour renforcer la portée du dispositif. Une convention a été signée avec le ministère de la sécurité du Burkina Faso, aboutissant à la diffusion d'une circulaire facilitant le passage des camions assurés sur les corridors. Un numéro vert et un visa COFENABVI-AO ont été mis en place pour résoudre les éventuels blocages aux postes de contrôle. Ces éléments montrent que la bonne pratique ne repose pas uniquement sur un produit technique, mais sur une approche intégrée combinant innovation financière, action collective et dialogue institutionnel.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en place des ateliers écoles d'embouche dans les régions des Savanes, Centrale et Kara a permis d'atteindre des résultats concrets, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Trois infrastructures ont été construites, chacune intégrant des étables, des équipements de broyage, des magasins d'aliments bétail et du petit matériel. Bien que les formations aient débuté en dehors des sites, en raison de retards dans les travaux, 100 jeunes ont été formés aux techniques d'embouche, dont 30 femmes. Ces bénéficiaires ont renforcé leurs capacités en alimentation animale, gestion des élevages et valorisation des sous-produits agricoles et agro-industriels.

Les changements observés parmi les bénéficiaires sont notables. Plusieurs éleveurs ont augmenté leur capacité de production. Par exemple, un emboucheur est passé de 5 à 12 moutons par cycle, avec un gain significatif de revenu, vendant les animaux entre 120 000 et 130 000 FCFA, contre 90 000 FCFA auparavant. D'autres ont intégré de nouvelles pratiques telles que l'utilisation de pierres à lécher ou la fabrication de pierre salée, améliorant ainsi l'état sanitaire et le poids des animaux. L'adoption de ces pratiques a été stimulée par l'approche pédagogique fondée sur l'expérimentation et les échanges d'expérience entre pairs.

Les ateliers ont aussi servi de levier d'inspiration pour d'autres acteurs. Certains éleveurs ont reproduit, dans leurs propres fermes, les dispositifs observés sur les sites d'apprentissage, comme les mangeoires ou les systèmes d'alimentation. Cette dynamique démontre le potentiel multiplicateur de la pratique. Enfin, la mise en place des comités de gestion a contribué à structurer l'utilisation des infrastructures et à favoriser leur ancrage communautaire.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs facteurs ont facilité la réussite de cette bonne pratique. L'existence préalable de coopératives d'éleveurs et la structuration nationale portée par la FENAPFIBVTO ont servi de socle organisationnel pour identifier les bénéficiaires, coordonner les actions et assurer un suivi terrain. L'implication active des collectivités locales a été déterminante, notamment dans l'octroi de parcelles sécurisées pour l'implantation des infrastructures. De plus, l'adéquation entre les besoins des éleveurs et le contenu des formations a renforcé la motivation des participants et favorisé l'adoption des pratiques.

L'approche pédagogique choisie – fondée sur l'apprentissage par la pratique et les échanges entre pairs – s'est révélée particulièrement efficace. En intégrant les savoirs locaux et en valorisant l'expérience des praticiens, les ateliers écoles ont su créer un environnement propice à la transformation des pratiques.

Cependant, la mise en œuvre n'a pas été exempte de difficultés. Le retard dans la justification des

dépenses par les partenaires techniques a ralenti certaines procédures. La pandémie de COVID-19 a également freiné l'exécution des activités en imposant des restrictions imprévues. D'autres contraintes ont porté sur l'acquisition de terrains, qui s'est avérée parfois délicate, et sur le manque de spécialistes en production d'aliments bétail, qui a limité le développement rapide des banques d'aliments.

L'une des leçons majeures est que la réussite d'une telle initiative repose autant sur la qualité de l'infrastructure que sur la qualité de l'accompagnement humain et institutionnel. Il est également apparu que pour assurer la pérennité des dispositifs, des services complémentaires – comme des systèmes d'irrigation pour la production fourragère ou des logements pour les apprenants – doivent être prévus dès la conception. Enfin, la transférabilité de la pratique dépend fortement du niveau d'organisation locale, de l'engagement des autorités, et de la capacité à mobiliser des ressources sur la durée.

Facteurs clés de succès

- Existence de coopératives actives et d'une fédération structurante
- Implication des collectivités dans l'accès au foncier
- Formations adaptées aux besoins des éleveurs
- Apprentissage pratique et échanges entre pairs

Contraintes

- Retards liés aux justifications financières
- Restrictions liées à la COVID-19
- Difficultés d'acquisition de parcelles
- Manque de spécialistes en alimentation animale

Leçons tirées

- L'accompagnement humain est aussi crucial que les infrastructures
- Prévoir dès le départ des services complémentaires (irrigation, hébergement...)
- La réussite dépend du niveau d'organisation locale et de l'engagement politique
- Une bonne articulation technique et institutionnelle garantit la pérennité

Recommandations

- **Pour les porteurs de projets similaires**, la mise en place d'ateliers écoles d'embouche doit être envisagée comme un investissement structurant à moyen terme. Il est recommandé d'intégrer dès le départ des dispositifs complémentaires essentiels à leur fonctionnement optimal, notamment des systèmes d'irrigation pour sécuriser la production de cultures fourragères et des blocs de logements pour héberger les apprenants pendant les sessions de formation. Une planification budgétaire réaliste, accompagnée d'un calendrier clair et partagé avec les partenaires techniques et financiers, est indispensable pour éviter les retards de mise en œuvre.

- **Les structures d'appui et fédérations professionnelles** doivent poursuivre leurs efforts de structuration des bénéficiaires autour de ces infrastructures. Il est recommandé de renforcer l'encadrement des comités de gestion, de promouvoir la gouvernance locale et de veiller à une implication équitable des femmes et des jeunes. La professionnalisation des bouviers, par des modules de formation certifiants adossés aux ateliers écoles, constituerait une avancée majeure dans la reconnaissance du métier et la qualité des pratiques. De plus, la fabrication et la valorisation des aliments pour bétail doivent être institutionnalisées autour des ateliers écoles, en lien avec les agro-industries locales.

- **Pour les décideurs publics et bailleurs**, les ateliers écoles devraient être reconnus comme des leviers stratégiques pour la transformation des filières bétail-viande. Leur déploiement à plus large échelle suppose un soutien institutionnel fort, notamment en matière de sécurisation foncière, de dotation en équipements et d'appui technique régulier. Il est recommandé de renforcer l'intégration de ces dispositifs dans les politiques nationales d'appui à l'élevage et à la formation professionnelle. Les investissements futurs devraient s'orienter vers l'amélioration des infrastructures, la mise en réseau des centres de formation, et l'appui à la production locale d'aliments bétail.

- **À court terme**, il conviendrait de clôturer les sites existants pour renforcer leur sécurité, d'accélérer la finalisation des travaux encore en cours, et d'assurer un accompagnement rapproché des bénéficiaires.

- **À moyen et long terme**, la durabilité du modèle dépendra de la capacité à mobiliser un financement récurrent, à documenter les impacts observés, et à adapter l'offre de formation aux évolutions des pratiques d'élevage et des exigences du marché.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

De la vulnérabilité à la résilience : l'assurance transport au service du commerce du bétail

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Sécurisation du commerce régional** : L'assurance transport bétail réduit les pertes financières liées aux accidents, rassure les commerçants et facilite les échanges transfrontaliers en offrant une couverture adaptée aux réalités du terrain.
- **Impact démontré** : Co-construite avec les commerçants et appuyée par les assureurs et les autorités, la pratique renforce l'appropriation du dispositif et améliore la crédibilité des bénéficiaires auprès des institutions financières, facilitant ainsi leur accès au crédit.
- **Reproductibilité** : Pour réussir dans d'autres contextes, il est essentiel d'impliquer les commerçants dès la conception, de travailler avec un assureur souple, de renforcer la sensibilisation de proximité et d'inscrire l'initiative dans un cadre institutionnel clair, reconnu et soutenu.

- **Pays** : Corridor central Burkina Faso - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo - Bénin
- **Institutions de mise en œuvre** : Centre d'Appui à l'Entreprenariat Agricole et Services Afférents (CAEASA), Confédération des Fédérations Nationales de la filière Bétail-Viande pour l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO) et Coris Assurances Burkina

Problématique

Avant la mise en œuvre de l'assurance transport bétail, les commerçants exportateurs de la filière bétail-viande étaient exposés à des risques financiers majeurs liés aux accidents sur les corridors d'exportation. Chaque année, des cas d'accidents entraînaient des pertes significatives en animaux, parfois en vies humaines, sans aucun mécanisme de compensation pour les victimes. Un exemple marquant reste celui d'un accident survenu en août 2019 sur l'axe Ouagadougou–Côte d'Ivoire, causant la mort de deux convoyeurs et la perte de 160 moutons, sans aucune indemnisation pour les commerçants concernés, puisque les animaux n'étaient pas couverts par l'assurance du véhicule.

Cette vulnérabilité avait pour conséquence d'éroder brutalement le capital accumulé par les commerçants, souvent au terme de longues années d'efforts, et de compromettre leur activité. Elle constituait un obstacle majeur à la pérennité de leurs entreprises et à la professionnalisation du commerce régional du bétail. De plus, en l'absence d'une couverture adaptée, les commerçants avaient peu de chances d'accéder au crédit auprès des institutions financières, ce qui limitait leur capacité d'investissement et de croissance.

Face à cette situation, une opportunité a été identifiée dans le développement d'un produit d'assurance spécifiquement adapté aux réalités du commerce du bétail par route. Les commerçants, à travers leurs organisations professionnelles, ont exprimé leur besoin d'un mécanisme d'assurance couvrant à la fois les animaux et les convoyeurs, afin de sécuriser le transport, de garantir la continuité de leur activité en cas d'accident, et d'améliorer leur accès au financement.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consiste en la mise en œuvre d'un produit d'assurance spécifique, appelé Assurance Transport Bétail avec Indemnité Contractuelle (ATBIC), conçu pour couvrir les pertes liées au transport d'animaux et des convoyeurs sur les corridors d'exportation de bétail. Cette initiative a marqué une innovation majeure dans la filière bétail-viande en Afrique de l'Ouest, en introduisant une solution financière adaptée aux besoins des commerçants et en intégrant des dispositifs institutionnels pour en faciliter l'adoption.

L'un des éléments distinctifs de cette pratique réside dans son mode de conception participatif. Le produit a été co-construit avec les commerçants eux-mêmes, qui ont contribué à définir les niveaux de prime, à valider les types de risques couverts, et à ajuster les conditions contractuelles en fonction des réalités du terrain. Ce dialogue constant entre acteurs a permis de garantir la pertinence du produit et d'en favoriser l'appropriation.

La stratégie de mise en œuvre s'est articulée autour de quatre étapes principales. D'abord, un partenariat a été noué entre trois acteurs clés : Centre d'Appui à l'Entreprenariat Agricole et Services Afférents (CAEASA), porteur du projet et chargé de la coordination technique et financière ; Confédération des Fédérations Nationales de la filière Bétail-Viande pour l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO), structure faîtière des organisations professionnelles, mobilisée pour la sensibilisation des commerçants ; et Coris Assurances Burkina, en charge de la conception technique et de la commercialisation du produit. Ensuite, le produit d'assurance a été développé sur la base d'échanges avec les commerçants exportateurs, à travers des ateliers de concertation et une collecte de données sur les flux de transport. Une troisième étape a consisté à sensibiliser les commerçants sur les marchés à bétail, notamment à Ouahigouya, Bobo, Fada, Kaya, Pouytenga, Banfora ou encore Dori. Enfin, un dispositif de distribution a été mis en place via des points focaux, formés et équipés pour assurer la souscription et le suivi, avec un système de paiement digitalisé via Orange Money pour limiter les manipulations d'espèces.

Parallèlement, un cadre institutionnel a été établi pour renforcer la portée du dispositif. Une convention a été signée avec le ministère de la sécurité du Burkina Faso, aboutissant à la diffusion d'une circulaire facilitant le passage des camions assurés sur les corridors. Un numéro vert et un visa COFENABVI-AO ont été mis en place pour résoudre les éventuels blocages aux postes de contrôle. Ces éléments montrent que la bonne pratique ne repose pas uniquement sur un produit technique, mais sur une approche intégrée combinant innovation financière, action collective et dialogue institutionnel.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre du projet pilote d'assurance transport bétail a généré des résultats tangibles, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. En termes de couverture effective, le produit ATBIC est désormais disponible sur plusieurs marchés à bétail majeurs du Burkina Faso, notamment Pouytenga, Kaya, Fada, Ouahigouya, Dori, Kossodo/Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Banfora. Au total, 4 120 animaux à destination de la Côte d'Ivoire ont été assurés sur la période de mise en œuvre, dont 3 320 bœufs et 800 moutons. Ce volume témoigne d'une adoption croissante du produit par les commerçants exportateurs.

Sur le plan comportemental, environ 51 % des commerçants exportateurs opérant sur les marchés actifs ont adopté une souscription régulière, totale ou partielle, à l'assurance pour chaque expédition. Cette dynamique traduit un changement d'attitude notable vis-à-vis de l'assurance, auparavant perçue avec méfiance. Les témoignages recueillis révèlent un sentiment de sécurité renforcé chez les exportateurs, qui affirment transporter un plus grand nombre d'animaux en étant rassurés par la couverture en cas d'accident. Cette évolution a eu pour effet d'augmenter leur chiffre d'affaires, de fluidifier leur logistique et d'améliorer leur tranquillité d'esprit.

L'introduction du produit a également induit des améliorations systémiques. Sur les corridors d'exportation, le passage des camions assurés a été considérablement facilité grâce à la reconnaissance des documents d'assurance par les forces de sécurité. Les temps de trajet ont été réduits, les frais informels ont chuté – parfois de plus de 80 % - et les contrôles sont devenus moins fréquents et moins arbitraires. Le visa COFENABVI-AO et le numéro vert ont contribué à instaurer un climat de responsabilité, tant du côté des commerçants que des forces de l'ordre.

Enfin, le projet a eu un effet levier sur l'accès au financement. Dans la région du Nord, plusieurs commerçants assurés ont pu obtenir des crédits auprès de la Caisse Populaire, grâce à la crédibilité conférée par leur souscription à l'assurance. Ce lien naissant entre assurance et financement a été soutenu par des dialogues d'affaires avec les institutions financières locales, qui ont commencé à considérer l'assurance comme un indicateur de solvabilité.

Bien que la période de mise en œuvre n'ait enregistré aucun accident, ce qui n'a pas permis de tester le processus d'indemnisation, les bénéficiaires se montrent confiants quant à l'engagement de la compagnie d'assurance. Néanmoins, une attente demeure forte autour de l'élargissement des risques couverts au-delà des seuls accidents de transport.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Le succès de cette bonne pratique repose d'abord sur la qualité du partenariat tripartite établi entre CAEASA, COFENABVI-AO et Coris Assurances Burkina. La complémentarité de leurs rôles – coordination, mobilisation des bénéficiaires et expertise technique en assurance – a permis une mise en œuvre fluide et cohérente. L'implication du ministère de la sécurité, via une convention formelle et l'appui de la CONACFP, a joué un rôle décisif pour institutionnaliser la pratique et favoriser la coopération des forces de l'ordre sur le terrain.

Une autre condition clé de réussite réside dans l'approche participative adoptée pour le développement du produit. En intégrant les commerçants dès les premières étapes, le projet a su adapter les modalités d'assurance aux réalités du terrain et renforcer l'appropriation du dispositif. La co-déter-

mination des primes, les concertations sur les garanties et la collecte des données de tarification ont contribué à lever les réticences initiales.

Sur le plan opérationnel, le recours à des points focaux sur les marchés a facilité la distribution de l'assurance et la sensibilisation. La dématérialisation des paiements via Orange Money a permis de limiter les manipulations d'espèces et d'assurer une traçabilité efficace. La stratégie de communication multi-canaux (réunions, marchés, appui de leaders locaux) a contribué à informer les acteurs et à les rassurer sur l'utilité du produit.

Cependant, plusieurs contraintes ont freiné le déploiement du projet à pleine échelle. L'insécurité persistante dans certaines zones du Burkina Faso a rendu inaccessibles plusieurs marchés, réduisant ainsi la couverture géographique et limitant le nombre de souscriptions. Par ailleurs, des incompréhensions subsistent quant aux objectifs réels du produit : certains commerçants s'attendaient à une suppression immédiate des tracasseries ou à un accès automatique au crédit. Ce décalage entre perception et réalité souligne la nécessité d'une communication encore plus ciblée, continue et adaptée.

Le dynamisme inégal des points focaux constitue également une limite. Certains ne mènent pas d'actions régulières de sensibilisation de proximité, se contentant de relayer des messages lors de rassemblements au marché. Cette faiblesse opérationnelle réduit l'efficacité du dispositif dans certaines localités. À cela s'ajoute le fait que, malgré deux années de mise en œuvre, une partie des commerçants reste encore réticente ou mal informée.

Enfin, la reproductibilité de la pratique est tributaire de plusieurs conditions : la disponibilité d'un porteur solide, une compagnie d'assurance flexible et engagée, une implication active des autorités de sécurité, ainsi qu'un environnement institutionnel favorable. La pratique peut être transférée dans d'autres contextes sous-régionaux, à condition d'en adapter les modalités aux réalités locales, de mener un travail de sensibilisation en profondeur et de garantir un cadre de régulation clair et partagé.

Facteurs clés de succès

- Partenariat efficace entre CAEASA, COFENABVI-AO et Coris Assurances
- Implication du ministère de la sécurité
- Co-conception du produit avec les commerçants
- Paiements via mobile money et relais locaux sur les marchés

Contraintes

- Insécurité limitant certains marchés
- Attentes irréalistes des commerçants
- Faible implication de certains points focaux
- Réticences persistantes malgré les efforts de sensibilisation

Leçons tirées

- Appropriation par la co-construction et des partenariats solides
- Communication ciblée, continue et adaptée
- Relais actifs essentiels pour un déploiement efficace
- Modèle transférable si adapté au contexte et institutionnalisé

Recommandations

- **Pour les porteurs de projets similaires**, il est essentiel d'adopter une approche intégrée dès la conception de l'initiative. Il convient de réaliser une analyse préalable des capacités des organisations intéressées à mettre en œuvre le projet, afin de s'assurer qu'elles disposent des compétences techniques, de l'ancrage local et de la crédibilité institutionnelle nécessaires. L'identification de leaders reconnus au sein des commerçants exportateurs est également un facteur clé pour garantir l'adhésion des bénéficiaires dès les premières étapes. Il est recommandé de développer le produit d'assurance de manière participative, en impliquant les commerçants dans la définition des garanties, la tarification, et les modalités de souscription. Une compagnie d'assurance partenaire doit être en mesure de s'adapter aux spécificités d'un produit non conventionnel, et de respecter la réglementation en vigueur dans le pays d'intervention.

- **Pour les décideurs**, bailleurs et structures d'appui, il est important de favoriser l'inclusion de l'assurance transport bétail dans les politiques nationales de modernisation des filières agricoles et commerciales. L'implication formelle des ministères en charge de la sécurité permet de créer un environnement favorable à la fluidité du commerce régional et à la réduction des tracasseries routières. Le soutien à des mécanismes de coordination avec les forces de sécurité, comme les conventions ou les notes circulaires officielles, est essentiel pour garantir l'efficacité du dispositif. En parallèle, des mécanismes de suivi doivent être mis en place pour accompagner et réguler les interactions entre les commerçants assurés et les agents de contrôle.

- **À court terme**, il est nécessaire de renforcer les dispositifs de sensibilisation de proximité. Il est recommandé de mettre en place un système de motivation des points focaux, d'organiser des sorties régulières de suivi sur les marchés, et d'harmoniser les messages diffusés pour éviter les malentendus sur les bénéfices réels du produit. L'utilisation de canaux de communication variés, dans les langues locales et avec des supports visuels adaptés, peut contribuer à élargir l'adhésion. Il serait également pertinent d'intégrer des outils technologiques comme le suivi GPS ou des systèmes de déclaration numérique des incidents pour professionnaliser davantage le dispositif.

- **À moyen et long terme**, la réplicabilité de la pratique dépendra de sa capacité à évoluer. Il est recommandé d'élargir progressivement les risques couverts (par exemple : pertes non liées à des accidents routiers, maladies, vols), d'ajuster le produit selon les retours d'expérience et d'explorer des synergies avec les institutions financières pour proposer des produits combinés (assurance + crédit). Un appui technique et institutionnel sera nécessaire pour adapter la pratique à d'autres pays de la sous-région, en tenant compte des cadres réglementaires et des dynamiques commerciales locales.

- Ainsi, cette pratique représente une avancée concrète vers la professionnalisation du commerce du bétail, mais sa pérennisation exige un engagement collectif, une écoute continue des bénéficiaires et un accompagnement stratégique des acteurs institutionnels.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Mettre en place une aire intégrée de débarquement pour améliorer la remise en forme et la vente du bétail transfrontalier

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Valorisation locale et sécurité du bétail** : L'aménagement de l'aire intégrée de Nguekokh améliore l'état physique du bétail après transport, limite les pertes commerciales et génère des activités économiques dans la zone (gardiennage, restauration, vente d'aliments).
- **Impact démontré** : La mise à disposition d'un espace multifonctionnel équipé (abreuvement, fourrage, soins vétérinaires) a professionnalisé les circuits de vente et renforcé la coopération entre acteurs de pays sahéliens et côtiers. Les structures comme le CNMDE gagnent en visibilité et en légitimité.
- **Reproductibilité conditionnée** : Étendre cette pratique exige un terrain sécurisé, des financements adaptés pour les infrastructures, et une implication forte des organisations faîtières dans la gestion quotidienne. Le partenariat avec des vétérinaires et l'intégration dans les plans d'affaires régionaux sont des leviers essentiels.

Pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal

Institution de mise en œuvre : La société coopérative simplifiée des marchands et exportateurs de viande et bétail du Kadiago « SCOOP/SONGTAABA »

Problématique

Avant la mise en place de l'aire intégrée de débarquement de Nguekokh, le commerce transfrontalier de bétail entre les pays sahéliens (notamment le Burkina Faso) et le Sénégal se heurtait à une difficulté majeure : les animaux arrivaient à destination dans un état de fatigue avancée, parfois amaigris, blessés, ou stressés, en raison de longs trajets réalisés dans des conditions peu adaptées. Cette situation compromettait leur valeur marchande, augmentait les risques sanitaires, et limitait la rentabilité des opérations de vente. Les pertes enregistrées pendant le transport ou les soins d'urgence nécessaires à l'arrivée alourdissaient les charges des commerçants et réduisaient l'intérêt économique du commerce régional.

À ces contraintes s'ajoutait l'absence d'infrastructures spécifiques pour accueillir, nourrir, hydrater et soigner les animaux avant leur remise sur le marché. Le manque d'espaces de repos sécurisés et adaptés empêchait tout processus de remise en forme, pourtant essentiel à une valorisation commerciale optimale. Cette lacune freinait également l'organisation fluide des opérations de revente, notamment dans les périodes de forte demande comme la Tabaski.

Dans ce contexte, le Conseil National de la Maison Des Éleveurs du Sénégal (CNMDE) a identifié une opportunité stratégique : la valorisation d'un terrain de 126 hectares situé à Nguekokh, dans la région de Thiès, pour y créer une aire de transit multifonctionnelle. Ce site offrait la possibilité de développer un point d'ancrage logistique adapté aux réalités du commerce de bétail régional, capable de répondre aux besoins de récupération des animaux, d'appui sanitaire, de stockage de fourrage, et de sécurisation des transactions. Cette initiative visait à répondre simultanément à des contraintes économiques, sanitaires, et commerciales, tout en générant de nouvelles activités dans la filière locale.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consiste en la création et l'opérationnalisation d'une aire intégrée de débarquement du bétail à Nguekokh, conçue comme un espace de transit, de remise en forme et de commercialisation pour les animaux en provenance de l'hinterland. Cette aire répond à un besoin critique d'amélioration des conditions d'accueil des animaux à leur arrivée, en leur offrant un environnement propice à la récupération physique et à l'amélioration de leur présentation commerciale.

L'élément distinctif de cette pratique réside dans sa multifonctionnalité. L'aire de Nguekokh intègre à la fois des infrastructures d'abreuvement, des zones de pâture (dont 100 tonnes de Malal fafa produits sur place), un stockage d'aliment-bétail, des boxes de repos, un accompagnement vétérinaire assuré par des partenaires privés, et une zone de vente partielle avant l'acheminement final vers les marchés ciblés comme le Daral de Ngoundiane. Ce dispositif complet permet de transformer un simple lieu de transit en un outil de valorisation économique des cargaisons de bétail.

La mise en œuvre s'est appuyée sur une stratégie articulée autour des besoins logistiques et sanitaires observés lors des premières opérations d'importation de bétail. Le CNMDE a mobilisé son propre terrain, structuré les espaces d'accueil, sécurisé l'approvisionnement en eau, mis en place des cultures fourragères, et organisé les circuits internes de circulation du bétail. Une convention a été signée avec des vétérinaires privés pour assurer un suivi sanitaire rigoureux, tandis que les bergers, gardiens et veilleurs de nuit assurent la gestion quotidienne du site.

Sur le plan humain, les membres de la commission d'achat et de vente du CNMDE ont joué un rôle moteur dans l'organisation du site. Des emplois ont été générés localement, notamment pour la surveillance, la restauration et les activités de service autour de l'aire. Côté financier, les fonds propres du CNMDE, les contributions des bénéficiaires et le soutien du projet PACBAO ont permis de financer la clôture du site, l'installation des systèmes hydrauliques, l'achat d'aliment-bétail et la mise à disposition de bétaillères pour le transport interne.

Cette bonne pratique se distingue également par sa capacité à générer des effets multiplicateurs au sein de la chaîne de valeur : amélioration de la condition des animaux, réduction des pertes, meilleure attractivité pour les revendeurs, et création d'opportunités économiques dans l'écosystème immédiat.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en place de l'aire intégrée de Nguekokh a produit des résultats significatifs tant sur le plan logistique que socio-économique. En huit opérations, plus de 1 000 ovins et 200 bovins en provenance du Burkina Faso ont transité par cet espace avant leur distribution sur les marchés sénégalais. Ce dispositif a permis aux animaux d'être abrités, nourris, abreuvés et soignés à leur arrivée, améliorant sensiblement leur état physique et donc leur valeur marchande.

Sur le plan qualitatif, cette bonne pratique a introduit un changement profond dans la gestion post-transport du bétail. Grâce à l'accès à l'eau courante, à l'aliment-bétail stocké sur place, et à un suivi vétérinaire assuré dans le cadre d'un partenariat avec des professionnels privés, les animaux bénéficient désormais d'une remise en forme effective avant d'être proposés à la vente. Cette amélioration a contribué à une meilleure satisfaction des acheteurs, à une réduction des pertes commerciales, et à une sécurisation des revenus pour les vendeurs.

La présence de cette infrastructure a également induit des changements comportementaux. Les commerçants et revendeurs, traditionnellement réticents à investir dans la filière bétail en raison des risques élevés, ont commencé à considérer cette activité comme rentable et stable. Comme en témoigne Adiouma Kâ, membre de la commission de vente, cette aire a convaincu plusieurs acteurs hésitants de s'engager durablement dans le commerce de bétail. La professionnalisation des opérations logistiques a renforcé la confiance des partenaires et des membres de la filière.

Au niveau local, l'aire de Nguekokh a généré des effets positifs en matière de création d'emplois. Plusieurs activités connexes se sont développées autour du site : gardiennage, conduite de troupeaux, restauration, vente d'aliments pour bétail. Ces opportunités économiques ont bénéficié principalement aux jeunes et aux femmes de la zone, contribuant à dynamiser le tissu socio-économique local.

Enfin, sur le plan institutionnel, cette expérience a permis au CNMDE de renforcer son rôle en tant qu'acteur structurant de la chaîne de valeur bétail-viande au Sénégal. L'initiative s'est traduite par un modèle opérationnel reproductible, adapté aux réalités du commerce transfrontalier régional, et reconnu comme levier de structuration de la filière.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Le succès de l'aire de débarquement de Nguekokh repose d'abord sur la mobilisation et le professionnalisme des acteurs impliqués. Le CNMDE a su mettre à profit un terrain existant, structurer les espaces en fonction des besoins identifiés, et fédérer autour de lui des partenaires techniques, financiers et logistiques. La volonté d'apporter une réponse concrète à une contrainte opérationnelle forte — l'état de fatigue des animaux à l'arrivée — a constitué un puissant moteur de mobilisation. Le partenariat établi avec des vétérinaires privés pour le suivi sanitaire a également été un facteur déterminant dans la qualité des services proposés.

La diversité des ressources mobilisées, à la fois internes (main-d'œuvre, organisation logistique, financement propre) et externes (cofinancement du projet, appui technique, bétaillères), a permis de sécuriser la mise en œuvre du dispositif. L'approche intégrée, combinant soins, alimentation, repos et vente, a favorisé la fluidité des opérations et leur rentabilité.

Cependant, certaines contraintes ont limité l'impact potentiel de l'initiative. Le transport du bétail reste un point de fragilité, en raison de la mortalité enregistrée durant les trajets ou du mauvais état d'arrivée des animaux. L'absence de moyens logistiques conformes (notamment l'utilisation de camions non adaptés) demeure un facteur de risque. Par ailleurs, la concentration des animaux dans un même espace comporte des risques sanitaires, notamment en cas de maladie contagieuse.

La réalité du marché local constitue également une limite à la pleine rentabilité de l'aire. La volatilité des prix du bétail et des aliments, ainsi que l'incertitude liée à la demande, peuvent fragiliser les équilibres économiques. À cela s'ajoute une contrainte structurelle : l'insuffisance des sources de financement pour étendre ou consolider les infrastructures existantes.

Parmi les leçons clés à retenir figure la nécessité de penser les opérations de commerce régional en intégrant des infrastructures intermédiaires adaptées, capables d'absorber les effets du transport et de créer de la valeur avant la mise en marché. L'aire de Nguekokh montre que de telles initiatives peuvent améliorer les performances économiques de la filière tout en générant des externalités sociales positives. Toutefois, leur réussite dépend fortement de la qualité de la coordination entre les acteurs, de la disponibilité d'un site approprié, et de l'engagement à long terme des institutions impliquées.

Enfin, bien que le modèle soit inspirant, sa reproductibilité dépendra de plusieurs conditions : l'existence de terrains disponibles, la capacité à mobiliser des ressources pour les aménagements de base, la structuration des organisations locales, et la mise en place de mécanismes de gestion et d'entretien durables.

Facteurs clés de succès	Contraintes	Leçons
. Mobilisation d'un terrain par le CNMDE . Partenariat avec des vétérinaires privés . Ressources diverses (internes et externes) mobilisées . Organisation logistique adaptée	. Camions inadaptés causant des pertes animales . Risques sanitaires liés à la concentration d'animaux . Volatilité des prix et incertitude de la demande . Financements insuffisants pour consolider les infrastructures	. Intégrer des aires de transit dans les projets de commerce régional . La coordination locale renforce l'efficacité et la durabilité . Une approche intégrée améliore la rentabilité et la qualité des opérations . Le modèle est reproductible sous conditions (site, ressources, gouvernance)

Recommandations

- **Pour les porteurs de projets similaires**, l'expérience de l'aire intégrée de Nguekokh met en évidence l'importance de prévoir, dès la conception d'un projet de commerce transfrontalier de bétail, des infrastructures de transit adaptées au repos, à la remise en forme et à la valorisation des animaux. Ces aires doivent être localisées à proximité des principaux marchés d'arrivée et conçues comme des espaces multifonctionnels, incluant des zones d'abreuvement, d'alimentation, de soins vétérinaires et de vente. La mobilisation préalable d'un terrain sécurisé, ainsi que l'implication directe des bénéficiaires dans les activités d'aménagement et de gestion, sont des conditions essentielles à la réussite. Il est également recommandé de mettre en place un dispositif de suivi sanitaire encadré par des professionnels qualifiés, en nouant des partenariats locaux avec des vétérinaires ou services spécialisés.

- **Pour les décideurs**, bailleurs et structures d'appui, il est nécessaire d'intégrer le financement de ce type d'infrastructure dans les dispositifs de soutien au commerce régional. Les aires de repos pour bétail constituent un maillon stratégique souvent négligé dans les chaînes de valeur bétail-viande, alors qu'elles permettent de limiter les pertes économiques, d'augmenter la qualité des produits, et de structurer durablement les échanges. Les financements doivent pouvoir couvrir à la fois les coûts d'aménagement initial (clôtures, forage, bâtiments légers, pâturages), mais aussi la formation des gestionnaires locaux et les équipements vétérinaires de base. Par ailleurs, les autorités publiques nationales peuvent jouer un rôle en facilitant l'octroi de terrains et en accompagnant la reconnaissance officielle de ces aires comme points d'entrée logistique pour le bétail importé.

- **À court terme**, il est recommandé d'appuyer la consolidation de l'aire de Nguekokh en y intégrant des équipements complémentaires tels que des parcs à vaccination, des abris contre les intempéries, une bascule pour la pesée des animaux et un centre de soins vétérinaires permanent. Ces améliorations renforceraient la qualité des services offerts, augmenteraient la rentabilité des opérations et sécuriseraient les acteurs de la filière.

- **À plus long terme**, une stratégie régionale pourrait être envisagée pour déployer ce modèle d'aire intégrée sur d'autres corridors de commerce du bétail, en adaptant les spécificités aux contextes locaux. La mise en réseau des sites existants, l'échange d'expériences entre organisations faîtières, et l'harmonisation des normes d'accueil et de soins du bétail à l'échelle CEDEAO seraient autant de leviers pour favoriser la réplication de cette bonne pratique. Enfin, l'inclusion systématique des jeunes et des femmes dans les services associés à ces aires (transport, logistique, restauration, soins, commerce d'intrants) devrait être promue comme une condition de durabilité économique et sociale.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Certifier les vendeurs de rue pour améliorer l'hygiène de la viande : une approche éducative et inclusive au Togo

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Professionnalisation** : La certification des micro-distributeurs d'aliments (MDA) améliore l'hygiène, renforce la confiance des consommateurs et augmente les revenus des vendeurs de viande de rue. Les MDA certifiés ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 25 à 50 % grâce à une meilleure confiance des clients.
- **Impact démontré** : La formation, l'accompagnement et l'accès au crédit transforment durablement les pratiques des MDA, même dans des contextes précaires. L'inclusion des femmes, majoritaires parmi les restauratrices de rue, est essentielle pour garantir l'équité et maximiser l'impact économique de la pratique.
- **Reproductibilité** : Réussir ailleurs nécessite un cadre institutionnel flexible, une approche éducative, des interventions adaptées aux réalités locales et un accès facilité au financement. L'utilisation d'outils numériques, comme une application de géolocalisation des MDA certifiés, peut accroître leur visibilité et faciliter le suivi.

Pays : Togo

Institutions de mise en œuvre : Vétérinaires Sans Frontières Suisse (VSF-Suisse), Entreprises Territoires et Développement (ETD), la Fédération Nationale des Acteurs et Professionnels de la Filière Bétail et Viande du Togo (FENAPFIBVTO) et l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA)

Problématique

Avant la mise en œuvre de l'innovation, les conditions d'hygiène des points de vente de viande de petits ruminants au Togo étaient largement déficientes, en particulier dans les marchés informels du Grand Lomé. Les micro-distributeurs d'aliments (MDA) – restauratrices de rue, bouchers et rôtisseurs – opéraient dans un environnement peu encadré, souvent sans formation préalable en hygiène ni équipement adapté. Cette situation exposait les consommateurs à des risques sanitaires élevés, tout en limitant la reconnaissance et la rentabilité des activités de ces acteurs.

Plusieurs blocages entravaient l'amélioration de la situation. D'une part, la méconnaissance ou la non-application des bonnes pratiques d'hygiène (BPH) compromettait la qualité des produits proposés. D'autre part, la faible capacité financière des MDA constituait un frein majeur à l'approvisionnement en viande de qualité, les poussant à recourir à des filières informelles incluant parfois des abattages clandestins. L'insécurité dans certaines zones périurbaines limitait également l'accès à des abattoirs reconnus. L'absence de mécanismes d'accompagnement adaptés et l'approche essentiellement répressive des services d'inspection contribuaient à une faible adhésion des acteurs à toute tentative de formalisation.

Pourtant, une opportunité réelle existait : les MDA sont des maillons essentiels dans la distribution alimentaire urbaine, avec une clientèle fidèle et une forte présence dans l'économie locale. En capitalisant sur leur rôle central et en les accompagnant à travers une approche formative et incitative, il

devenait possible d'améliorer à la fois la sécurité sanitaire des aliments, les conditions de travail des MDA, et la confiance des consommateurs.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite par le projet DEFI-Viande repose sur la mise en place d'un mécanisme de certification des MDA, combinant formation, accompagnement technique, accès au crédit et outils de visibilité. Cette innovation a permis de professionnaliser les acteurs informels du secteur tout en renforçant la qualité de la viande de petits ruminants proposée à la consommation.

Le dispositif s'articule autour de plusieurs éléments innovants. Il repose d'abord sur une approche formative adaptée, avec des modules dispensés directement sur les sites des MDA afin de limiter les perturbations de leurs activités. Les formations utilisaient des supports visuels comme des boîtes à images en langues locales (Ewe, Mina) pour faciliter la compréhension. Ensuite, un processus de certification hygiénique a été instauré : après une phase de formation, les MDA ont bénéficié d'un appui-accompagnement individualisé, suivi d'une série d'inspections réalisées à l'aide d'une grille d'évaluation digitalisée (via Kobo Collect). Ceux ayant atteint un niveau satisfaisant d'hygiène se sont vu délivrer un certificat officiel, renforçant leur crédibilité auprès des clients.

En parallèle, le projet a mis en place une facilitation de l'accès au crédit pour soutenir les investissements nécessaires à la mise en conformité (achat d'équipements, amélioration des installations, stockage). Un mécanisme de garantie a été instauré, permettant aux MDA d'obtenir des prêts plafonnés à 150 000 FCFA auprès d'institutions de microfinance partenaires, avec un taux d'intérêt dégressif. Un suivi post-crédit via des visites mensuelles a été mis en place pour accompagner les bénéficiaires. Les MDA ont également été géo-référencés et intégrés dans une base de données opérationnelle.

Le projet a aussi accordé une attention particulière à la visibilité des MDA certifiés, à travers la distribution de plaques signalétiques et la production de supports de communication (guides de bonnes pratiques, boîtes à images, affiches de sensibilisation). Cette reconnaissance a permis aux MDA d'attirer davantage de clients et de se positionner comme des acteurs crédibles de l'alimentation de rue. Une application mobile en cours de développement permettra aux consommateurs de localiser les MDA certifiés.

La mise en œuvre a mobilisé une diversité d'acteurs. Le consortium du projet, incluant VSF-Suisse, l'Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local (OADEL), les Entreprises Territoires et Développements (ETD) et la Division de Contrôle et Inspection Sanitaire (DCIS) du ministère de la Santé, a assuré la conception technique et la coordination. Les services vétérinaires publics ont été formés et dotés en équipements pour réaliser les inspections sanitaires. Les techniciens hygiène alimentaire (THA) ont adopté une posture d'accompagnement plutôt que de répression, favorisant la confiance. Les institutions de microfinance ont été mobilisées comme partenaires de proximité pour le financement. Enfin, les MDA eux-mêmes ont été pleinement associés au processus, de la conception à la mise en œuvre, à travers des groupes WhatsApp, des visites de suivi et des entretiens personnalisés.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre du mécanisme de certification a généré des résultats tangibles à la fois sur le plan individuel, collectif et systémique.

Sur le plan quantitatif, plus de 235 MDA ont été identifiés et formés dans les 13 communes du Grand Lomé. À l'issue du processus de suivi et d'inspection, 34 MDA ont obtenu un certificat d'hygiène officiel, attestant de l'amélioration de leurs pratiques. Environ 40 % des MDA certifiés ont investi dans des équipements comme des congélateurs, réduisant les pertes de produits de 30 %. Grâce à la facilitation de l'accès au crédit, plusieurs MDA ont pu modifier leur mode d'approvisionnement : au lieu d'acheter des carcasses de provenance douteuse, ils se sont orientés vers l'achat d'animaux entiers, ensuite abattus dans des structures reconnues. Cette évolution a contribué à limiter les risques liés à la consommation de viande issue de l'abattage clandestin.

D'un point de vue qualitatif, des changements de comportement marqués ont été observés. Les pratiques d'hygiène corporelle, vestimentaire et environnementale se sont améliorées. Des MDA ont intégré de nouvelles habitudes telles que la conservation des invendus au congélateur, en respectant la séparation entre produits cuits et crus. Cette professionnalisation progressive a conduit à une augmentation notable de la clientèle, attribuée à la confiance accrue générée par la certification et la meilleure visibilité des points de vente. Les chiffres d'affaires ont augmenté de 25 à 50 %, selon les témoignages recueillis.

> *Le témoignage de Mme Kate Ahoefa, restauratrice à CMS Agoè Nyivé, illustre bien cette dynamique, où grâce à la formation et au certificat, elle a observé une plus grande affluence de la clientèle, avec une augmentation de son chiffre d'affaires de 50 000 FCFA à 75 000 FCFA.*

Au niveau du système, la dynamique enclenchée a permis d'établir une collaboration intersectorielle entre les services vétérinaires, les techniciens de contrôle sanitaire, les structures de formation et les partenaires de la microfinance. La grille d'inspection digitalisée a facilité le suivi et le rapportage, contribuant à l'émergence d'une base de données géolocalisée des MDA certifiés. Le projet a également permis un début de changement de posture des agents de l'administration, en particulier de la DCIS, qui ont adopté une approche plus éducative que répressive dans l'accompagnement des MDA.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs facteurs ont contribué au succès de cette bonne pratique. La visibilité offerte aux MDA certifiés a joué un rôle central : l'affichage d'une plaque attestant de leur conformité aux bonnes pratiques a renforcé leur crédibilité et attiré de nouveaux clients. Le soutien financier via l'octroi de crédits, rendu possible par la mise en place d'un fonds de garantie, a facilité les investissements nécessaires à l'amélioration des pratiques. La coordination régulière via des réunions mensuelles entre les partenaires du consortium a assuré une mise en œuvre cohérente. La stratégie d'intervention adoptée par les techniciens, centrée sur la sensibilisation, l'accompagnement et la proximité, a permis de lever les résistances et de construire une relation de confiance avec les bénéficiaires.

Le choix d'organiser les formations directement sur les sites des MDA a également été décisif. Cela a permis de maintenir leur activité tout en les formant dans leur environnement réel de travail, rendant les apprentissages plus concrets et immédiatement applicables.

Cependant, plusieurs contraintes ont freiné la mise en œuvre. La faible disponibilité des MDA pour les formations groupées ou les réunions avec les structures de crédit a complexifié le déploiement de certaines activités. De plus, la procédure d'octroi de crédit, bien que facilitée, s'est révélée longue et parfois décourageante pour certains. L'éloignement des aires d'abattage a entretenu chez certains MDA la pratique de l'abattage clandestin, en dépit des messages de sensibilisation. Enfin, les horaires atypiques d'activité des MDA, notamment des rôtisseurs, ne coïncidaient pas toujours avec les heures de travail des techniciens de santé publique, compliquant le suivi.

Ces contraintes révèlent des leçons clés. Il est essentiel de planifier les interventions en tenant compte des réalités opérationnelles des bénéficiaires, notamment leurs horaires et leur mobilité. L'approche éducative adoptée par les services vétérinaires et les inspecteurs s'est avérée bien plus efficace que les méthodes répressives, en instaurant un climat de collaboration plutôt que de méfiance. Toutefois, cette posture suppose un accompagnement institutionnel durable pour éviter les retours en arrière.

Enfin, si la pratique est prometteuse et adaptable à d'autres contextes urbains du Togo ou d'Afrique de l'Ouest, sa reproductibilité dépend de certains prérequis : disponibilité d'un réseau de techniciens formés, proximité d'abattoirs reconnus, accessibilité financière pour les MDA, et engagement coordonné des acteurs institutionnels. La mise en place d'un dispositif alliant éducation sanitaire, reconnaissance officielle et soutien économique constitue un socle solide, mais nécessite un appui structurant sur le long terme pour assurer sa durabilité.

Facteurs clés de succès

- Visibilité des MDA certifiés
- Accès facilité au crédit
- Formations organisées sur les sites des MDA
- Approche éducative des techniciens de santé
- Coordination régulière entre partenaires

Contraintes

- Faible disponibilité des MDA
- Procédures de crédit longues
- Éloignement des aires d'abattage
- Horaires incompatibles avec ceux des services publics

Leçons tirées

- Adapter les activités aux réalités des bénéficiaires (horaires, mobilité, contraintes professionnelles)
- Simplifier les mécanismes de financement
- Allier éducation, appui économique et reconnaissance officielle
- Préférer une posture d'accompagnement à la répression
- Reproductibilité conditionnée par l'ancrage local et la logistique disponible

Recommandations

Pour les porteurs de projets similaires souhaitant améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires dans le secteur informel, il est essentiel d'adopter une approche centrée sur l'éducation, la reconnaissance et l'accompagnement des acteurs. La mise en œuvre d'un mécanisme de certification tel que celui expérimenté dans le cadre du projet DEFI-Viande doit s'appuyer sur une formation contextualisée, des inspections bienveillantes, et un soutien visible à la valorisation des bonnes pratiques. Il est recommandé de privilégier les formations sur site, de maintenir un dialogue permanent avec les MDA via des outils numériques simples (groupes WhatsApp, messages audio), et de documenter chaque étape du processus pour favoriser l'appropriation.

À court terme, les décideurs publics et les services techniques doivent être sensibilisés à l'importance de remplacer les approches répressives par une logique de partenariat avec les acteurs de la rue. La reconnaissance officielle des MDA certifiés, notamment par la délivrance de plaques de visibilité et de certificats validés par les autorités sanitaires, doit être institutionnalisée. Par ailleurs, la mise en place de dispositifs simplifiés d'accès au crédit, adossés à un fonds de garantie, doit être encouragée pour permettre aux

MDA d'investir dans des équipements de base (congélateurs, plans de travail, tenues d'hygiène). Ce volet financier est indispensable pour éviter que les exigences de conformité ne deviennent des barrières à l'entrée.

- **À moyen et long terme**, il est nécessaire de soutenir la structuration du secteur de la restauration de rue au Togo. Cela passe par la création d'un cadre institutionnel clair pour les MDA, la promotion de référentiels de bonnes pratiques à travers des partenariats avec les centres de formation professionnelle, et l'alignement des interventions sur les principes de l'approche « Une seule santé ». Il est recommandé que les ministères en charge de la santé, de l'élevage, du commerce et de la formation professionnelle travaillent de manière concertée pour harmoniser les exigences sanitaires, développer des outils partagés (grilles d'inspection digitalisées, base de données des MDA) et faciliter la réplication de la démarche à d'autres zones urbaines.

- Enfin, tout projet de ce type devrait intégrer dès la phase de conception un dispositif de capitalisation continue, permettant de documenter les évolutions des comportements, les freins persistants et les opportunités émergentes. Cette capitalisation doit être accessible aux acteurs du terrain pour favoriser l'apprentissage mutuel et l'adaptation des approches dans le temps. Un plaidoyer régulier auprès des autorités locales et nationales est également recommandé pour garantir l'ancrage institutionnel et politique de ces initiatives à fort potentiel d'impact.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Un complexe moderne pour produire un kilichi de qualité, conforme à l'IGP

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Structuration de la filière** : Le complexe Eco-Kilichi professionnalise la transformation du kilichi en introduisant des standards d'hygiène conformes à l'IGP, tout en intégrant des solutions écologiques comme l'énergie solaire et le recyclage des eaux. Cette modernisation renforce la crédibilité du produit sur les marchés nationaux et régionaux.
- **Effet démontré** : L'implantation d'une infrastructure moderne, soutenue par une plateforme multi-acteurs, améliore la qualité du kilichi, mobilise les compétences locales, et suscite l'intérêt pour l'exportation. Le projet génère aussi de nouvelles dynamiques économiques, notamment pour les femmes impliquées dans la vente d'épices et la distribution.
- **Reproductibilité** : Pour reproduire le modèle, il est indispensable d'assurer un ancrage institutionnel clair, de sécuriser le foncier en amont, et de garantir un accompagnement technique et organisationnel tout au long du projet. L'engagement des bénéficiaires et la visibilité du complexe sont des leviers clés pour en assurer la pérennité.

- **Pays** : Niger
- **Institutions de mise en œuvre** : Agence Nationale d'Energie solaire (ANERSOL), Direction de la Promotion des Filières Animales et de la Qualité (DPFAQ), Direction Générale de la Production et des Industries Animales du Niger, Abattoir Frigorifique de Niamey (AFRIN), Laboratoire Central de l'Elevage (LABOCEL)

Problématique

Avant la mise en œuvre de la bonne pratique, la production du kilichi au Niger reposait principalement sur des techniques artisanales héritées, souvent exercées dans des abris sommaires ne répondant pas aux normes d'hygiène modernes. Bien que la transformation du kilichi repose sur une chaîne de gestes techniques bien maîtrisée par les producteurs – depuis la sélection de la viande jusqu'à la grillade finale – les conditions de traitement et de séchage ne garantissaient pas la salubrité du produit ni sa qualité constante. Le séchage à ciel ouvert, en particulier, exposait la viande aux poussières, aux insectes, à la pluie et à d'autres risques sanitaires, tout en affectant ses qualités nutritionnelles.

Cette situation limitait fortement les possibilités de certification, de valorisation commerciale, et surtout d'exportation du produit, alors même que le kilichi nigérien jouit d'une forte reconnaissance au niveau national et sous-régional. Le manque d'infrastructures adaptées, de dispositifs de contrôle sanitaire et d'équipements spécifiques empêchait la structuration d'une filière compétitive. Le contexte était pourtant favorable : la reconnaissance récente de l'Indication Géographique Protégée (IGP – Kilichi du Niger) ouvrait une opportunité stratégique pour repositionner le produit sur les marchés, à condition de disposer d'un cadre de production conforme aux exigences du cahier des charges.

C'est pour répondre à cette problématique qu'est née l'initiative de créer un complexe autonome de transformation écologique du kilichi, pensé comme centre de référence pour la mise en œuvre des spécifications techniques de l'IGP et la diffusion de bonnes pratiques au sein de la filière.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite consiste en la mise en place d'un complexe autonome de production écologique du kilichi, porté par la Plateforme d'Innovation Kilichi (PIK) avec l'appui de plusieurs institutions publiques nigériennes. Ce complexe a été conçu pour servir à la fois d'unité de transformation moderne, de vitrine technologique et de centre de formation et d'expérimentation, dans le respect des normes définies par le cahier des charges de l'IGP – Kilichi du Niger.

L'innovation repose sur plusieurs éléments distinctifs. Sur le plan infrastructurel, le complexe intègre un bloc de traitement de la viande composé d'un magasin de stockage, d'une salle de découpe et de parage équipée, d'un local d'emballage, et d'un espace de stockage du produit fini. En parallèle, un champ de séchage solaire aménagé à ciel ouvert a été conçu pour optimiser l'exposition à l'énergie solaire tout en permettant un écoulement maîtrisé des eaux usées, qui sont récupérées, traitées, puis réutilisées pour l'arrosage des espaces verts du site. Ce dispositif inclut également une centrale solaire garantissant l'autonomie énergétique du complexe, ce qui renforce sa durabilité environnementale.

La mise en œuvre de la bonne pratique s'est déroulée en plusieurs étapes clés : mobilisation des ressources nécessaires, conception technique du complexe, construction du bloc de traitement et du champ de séchage, installation de la centrale solaire et du système de gestion des eaux usées, et amorce de l'équipement en matériel de transformation et de conditionnement. Parallèlement, des actions de formation et de sensibilisation ont été menées auprès des membres de la plateforme pour renforcer les pratiques d'hygiène et l'appropriation du dispositif.

La réussite de cette bonne pratique a été rendue possible par la mobilisation conjointe d'acteurs techniques et institutionnels. La Plateforme d'Innovation Kilichi, qui regroupe les différents maillons de la chaîne (producteurs, bouchers, technologues alimentaires, qualiticiens, distributeurs…), a porté le projet sur le terrain. L'Agence Nationale d'Énergie Solaire (ANERSOL) a piloté la conception du champ de séchage et de la centrale solaire. L'Abattoir Frigorifique de Niamey (AFRIN) a apporté son expertise en matière de qualité sanitaire de la viande. Le Laboratoire Central de l'Élevage (LABOCEL) a assuré les analyses sanitaires et la surveillance de la qualité. Enfin, la Direction de la Promotion des Filières Animales et de la Qualité (DPFAQ) a contribué à l'orientation stratégique, à la validation technique et à la formation des acteurs.

Ce partenariat élargi, conjugué à l'engagement des bénéficiaires, a permis de bâtir une infrastructure qui combine innovation technologique, respect de l'environnement, et valorisation d'un produit traditionnel emblématique.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en place du complexe autonome Eco-Kilichi a permis d'atteindre plusieurs résultats concrets, bien que le projet n'ait pas encore pleinement démarré son activité de production en raison de retards liés à la pandémie de Covid-19 et à des difficultés organisationnelles ayant freiné l'exécution des activités. Sur le plan infrastructurel, les travaux de construction du complexe sont achevés à 95 %, et la centrale solaire, qui garantit l'autonomie énergétique de l'unité, est finalisée à 100 %. Ces réalisations constituent des acquis tangibles qui marquent une étape décisive vers l'industrialisation de la filière kilichi au Niger.

Les effets induits, bien qu'encore en cours de consolidation, sont significatifs. Le projet a permis la mise en œuvre d'un modèle de transformation aligné sur les normes d'hygiène et de qualité définies par le cahier des charges de l'Indication Géographique Protégée (IGP – Kilichi du Niger). Cette conformité technique ouvre de nouvelles perspectives d'exportation, tout en renforçant la valeur commerciale du produit sur les marchés locaux et régionaux.

Sur le plan environnemental, le recours à une énergie propre, l'énergie solaire, pour le séchage et les besoins électriques du site constitue une innovation majeure dans le contexte sahélien. Elle s'inscrit dans une logique d'élevage à faible émission de gaz à effet de serre. En parallèle, le système de traitement et de réutilisation des eaux usées pour l'arrosage des espaces verts témoigne d'une attention portée à la gestion durable des ressources.

Des changements qualitatifs sont également observés au niveau des pratiques et comportements. Les membres de la Plateforme d'Innovation Kilichi ont intégré des notions de démarche qualité, d'hygiène corporelle, d'utilisation d'équipements de protection individuelle et de biosécurité. Des attitudes plus professionnelles se développent dans la transformation du kilichi, renforçant la crédibilité de la filière.

Enfin, le projet a favorisé l'émergence de nouvelles dynamiques économiques, notamment pour les femmes, à travers la vente d'épices et d'aromates utilisés dans la production. Il a aussi encouragé la collaboration entre acteurs, renforçant le travail en équipe, la complémentarité des rôles et la participation collective à la prise de décisions.

Ces résultats ont été illustrés par les témoignages de responsables de la plateforme, qui ont souligné la valeur ajoutée du complexe dans l'amélioration des pratiques de production et les perspectives d'ouverture à l'exportation.

> *Selon Zabeirou Karimoun, Membre de la PIK, l'opérationnalisation du complexe améliorerait la performance de son unité semi-moderne, en conformité avec les exigences de l'IGP*

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs facteurs ont contribué au succès de cette bonne pratique. En premier lieu, l'engagement des bénéficiaires s'est avéré déterminant, tant dans la conception du projet que dans la gestion quotidienne des activités. Leur implication active a favorisé une meilleure appropriation du complexe et des innovations introduites. La prise en compte du genre dans la mise en œuvre, avec une attention particulière aux activités génératrices de revenus pour les femmes, a renforcé l'impact socioéconomique du projet. Le soutien de l'État, à travers l'implication des ministères de l'Élevage, du Commerce, et de l'Industrie, a également joué un rôle structurant, en apportant légitimité et appui technique.

Les méthodes utilisées ont montré leur efficacité : le recours à des équipements adaptés, l'organisation des chaînes de transformation autour d'espaces dédiés et la structuration de la plateforme ont permis de garantir une meilleure maîtrise du processus de production. L'introduction de technologies solaires a été particulièrement bien adaptée au contexte local, tout en répondant aux exigences environnementales et économiques.

Toutefois, la mise en œuvre a rencontré plusieurs obstacles. L'un des plus importants a été le manque d'ancrage institutionnel du projet au sein de l'ANERSOL, qui a affecté la fluidité de la coordination technique. À cela s'ajoutent des difficultés internes de gestion au sein de l'équipe de projet, marquées par une communication insuffisante ayant conduit à la démission du coordonnateur et du responsable du suivi-évaluation. Ces perturbations ont provoqué un retard conséquent dans l'exécution des activités, avec un impact direct sur le calendrier initial.

Les leçons tirées soulignent l'importance d'une gouvernance claire, d'un pilotage technique bien défini et d'un appui institutionnel solide. La coordination entre les différents acteurs doit être formalisée dès le lancement, et maintenue tout au long de l'exécution. Il est également crucial d'assurer une continuité dans la gestion, notamment en cas de départ de personnel clé, afin d'éviter des ruptures dans le suivi des activités.

Concernant la transférabilité, l'intérêt manifesté par d'autres bassins de production pour la reproduction du modèle montre que la bonne pratique dispose d'un fort potentiel de réplication. Cependant, sa reproductibilité reste conditionnée à la disponibilité du foncier, à la maîtrise des aspects techniques du modèle, et à un accompagnement institutionnel soutenu. La question du financement initial et de la viabilité économique du modèle doit également être posée, pour garantir que les unités répliquées puissent atteindre leur autonomie financière dans des délais raisonnables.

Facteurs clés de succès

- Engagement des bénéficiaires
- Implication des femmes dans les AGR
- Soutien des ministères techniques
- Méthodes efficaces et plateforme active
- Usage approprié des technologies solaires

Contraintes

- Faible ancrage institutionnel
- Défaillance de l'équipe projet (démissions, mauvaise com.)
- Retards dans l'exécution

Leçons

- Importance d'une gouvernance claire et d'une coordination structurée
- Nécessité d'assurer la stabilité de l'équipe et la continuité du suivi
- Prévoir un calendrier réaliste avec des marges de flexibilité
- Reproductibilité conditionnée à l'appui technique, au foncier et à la viabilité

Recommandations

Ces recommandations visent à consolider et répliquer le modèle Ecokilichi pour structurer la filière kilichi. Elles s'adressent à trois publics clés.

- **Pour les porteurs de projets similaires**, il est essentiel d'anticiper les conditions de mise en œuvre dès la phase de conception. Cela implique notamment de sécuriser en amont le foncier, de définir un modèle de gouvernance clair et partagé, et d'identifier les compétences clés nécessaires à la réussite du projet. Le recours à une plateforme multi-acteurs, à l'image de la Plateforme d'Innovation Kilichi (PIK), constitue un levier stratégique, à condition qu'elle soit bien structurée et accompagnée dans la durée. Les bénéficiaires doivent s'investir pleinement dans l'opérationnalisation du complexe, participer activement aux salons et foires pour en assurer la visibilité, et faire de l'unité un modèle vivant et reproductible.

- **Pour les décideurs publics**, les partenaires techniques et financiers et les structures d'appui, il est recommandé de soutenir la montée en puissance de la filière kilichi en inscrivant des actions spécifiques dans les Plans d'Action Prioritaires (PAP) des ministères techniques concernés (Élevage, Commerce, Industrie, Jeunesse). Un accompagnement institutionnel renforcé est également nécessaire pour garantir l'ancrage durable de ces initiatives. Cela inclut le soutien au Comité National de l'Indication Géographique pour la protection, la valorisation et la promotion du kilichi comme produit à fort potentiel dans le

cadre de la ZLECAF. Il est également souhaitable de faciliter la réplication de cette bonne pratique dans d'autres bassins de production, notamment en s'appuyant sur les demandes déjà exprimées par certains partenaires. Cette démarche permettra d'amplifier les résultats obtenus et de structurer une véritable chaîne de valeur autour du kilichi du Niger.

- **Pour l'ARAA et les acteurs régionaux de la CEDEAO**, la capitalisation de cette expérience doit servir de base à une diffusion stratégique dans les pays membres. L'ARAA est invitée à accompagner la consolidation du modèle Eco-Kilichi en assurant son fonctionnement effectif pendant au moins deux années, tout en proposant une assistance technique ponctuelle si nécessaire. Elle pourrait également jouer un rôle de facilitateur pour la documentation, le partage et la dissémination de la pratique auprès d'autres plateformes ou programmes intervenant dans les filières agroalimentaires en Afrique de l'Ouest.

  À plus long terme, l'amélioration et la viabilité de cette pratique passent par la résolution des contraintes identifiées, notamment en matière de gouvernance, de sauvegarde environnementale et de coordination entre partenaires. Intégrer systématiquement ces aspects dans les prochaines répliques du modèle sera décisif pour en assurer l'impact durable et la cohérence avec les standards de qualité régionaux et internationaux.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Valoriser les eaux usées traitées pour la production de fourrage via l'irrigation goutte-à-goutte à São Vicente

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Gestion durable de l'eau** : L'irrigation goutte-à-goutte à partir des eaux usées traitées permet de produire localement du fourrage en zones arides, tout en réduisant le gaspillage des ressources hydriques et en valorisant un effluent jusque-là sous-exploité.
- **Impact démontré** : La parcelle expérimentale a permis de cultiver six espèces fourragères, suscitant l'intérêt des éleveurs et l'appui des institutions. La pratique a démontré son efficacité technique, sa faisabilité économique et son potentiel de réplication communautaire.
- **Reproductibilité** : La reproductibilité repose sur l'existence d'une station de traitement fonctionnelle, un encadrement technique de proximité, un cadre sanitaire clair, et l'implication active des acteurs locaux dans la gestion, la formation et la diffusion de la pratique.

Pays : Cap-Vert

Institution de mise en œuvre : Associação dos Amigos da Natureza (AAN) et Associação de Criadores de Curral de Tortolho (ACCT)

Problématique

Sur l'île de São Vicente, la production fourragère faisait face à un déficit chronique, aggravé par des conditions agroclimatiques difficiles, une faible pluviométrie et une pression croissante liée à l'urbanisation. Les éleveurs étaient fortement dépendants des intrants importés pour nourrir leur bétail, ce qui rendait leurs exploitations vulnérables aux fluctuations du marché mondial, comme en témoigne la hausse des prix des aliments du bétail consécutive à la guerre en Ukraine. Par ailleurs, les pratiques locales d'irrigation – notamment l'irrigation par submersion – engendraient un gaspillage important d'eau, ressource déjà rare sur l'île.

Dans ce contexte, une opportunité a émergé : celle de valoriser les eaux usées traitées produites par la station de traitement de Tchon d'Holanda, l'une des plus anciennes du pays, dans un objectif de production fourragère. Cette eau, jusqu'alors sous-utilisée ou rejetée, représentait une ressource alternative précieuse pour les cultures non destinées à l'alimentation humaine. Toutefois, son usage restait limité en raison d'un encadrement sanitaire encore peu développé, d'un manque de tests sur la salubrité des produits, et de l'absence d'expériences de référence dans le domaine de l'alimentation animale.

Description de la bonne pratique

La pratique introduite consiste en la production de fourrage à l'aide d'un système d'irrigation goutte-à-goutte alimenté par les eaux usées traitées de la station de Tchon d'Holanda. Elle repose sur l'utilisation d'une technologie d'irrigation généralement réservée aux cultures maraîchères, mais adaptée ici à la culture fourragère dans un objectif de réduction des coûts et de durabilité environnementale.

Ce qui distingue cette pratique, c'est son caractère innovant dans un contexte insulaire à forte contrainte hydrique : elle conjugue l'usage d'une ressource non conventionnelle (eaux traitées) avec une technologie économe en eau, tout en répondant à des besoins immédiats des éleveurs. De plus, elle introduit une logique de démonstration et de réplication locale, en articulant étroitement production technique, formation et sensibilisation communautaire.

Le processus de mise en œuvre s'est déroulé en plusieurs étapes. D'abord, un diagnostic partagé entre les partenaires a confirmé l'intérêt d'exploiter les eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures fourragères. Ensuite, l'acquisition des équipements nécessaires (tuyauterie, pompe, matériel de goutte-à-goutte) a été rendue possible grâce aux financements issus du programme PACBAO. Une parcelle pilote d'environ 2 000 m^2 a été aménagée à Tchon d'Holanda, avec six espèces fourragères différentes, dont le sorgho, le maïs, le djedjé, le vetiver et le palmier fourrager.

L'installation du système a été réalisée avec l'appui technique du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement (MAA), de l'Associação dos Amigos da Natureza (ANN) et des membres de la communauté locale. Par ailleurs, des formations ont été organisées à l'intention des éleveurs et agriculteurs, leur permettant d'apprendre à installer et gérer un système de goutte-à-goutte, et de comprendre les conditions d'utilisation sécurisée des eaux usées.

Les ressources mobilisées ont été à la fois institutionnelles, humaines et financières. Le gouvernement, à travers le MAA, a mis à disposition le terrain agricole et assuré le suivi technique. L'ANN a coordonné les opérations sur le terrain et facilité les relations avec les bénéficiaires. La mairie de São Vicente, gestionnaire de la station de traitement, a autorisé l'utilisation de l'eau à des fins fourragères. Enfin, les fonds du programme PACBAO ont permis de couvrir les coûts initiaux de l'installation, assurant ainsi une prise de risque maîtrisée pour cette expérimentation.

Résultats obtenus et changements observés

La mise en œuvre de cette bonne pratique a produit des résultats concrets à la fois sur les plans technique, environnemental et social. Sur la parcelle pilote de Tchon d'Holanda, l'installation du système de goutte-à-goutte a permis de cultiver avec succès six espèces fourragères adaptées à l'ali-

mentation animale : le djedjé (*Panicum maximum*), le maïs (*Zea mays*), l'herbe éléphant (*Pennisetum purpureum*), le vétiver (*Vetiveria zizanoides*), le sorgho (Sorghum sp.) et le palmier fourrager (*Opuntia cochenillefera*). Cette diversité végétale, cultivée sur environ 2 000 m^2, a offert une couverture végétale significative, jamais observée jusque-là dans cette zone aride.

Ce site est rapidement devenu une parcelle de démonstration pour les éleveurs et agriculteurs locaux, attirant l'attention de la communauté et suscitant un effet d'entraînement. À la suite de cette expérimentation, le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement a mis à disposition une parcelle supplémentaire de 3 000 m^2 dans le périmètre agricole de Tchon d'Holanda au bénéfice de l'Association des Éleveurs de Tortolho, intéressée par l'installation d'un système similaire.

Les résultats qualitatifs sont également notables. Des changements de perception ont été observés au sein des communautés bénéficiaires, notamment en ce qui concerne le potentiel d'utilisation des eaux usées dans la production agricole. La pratique a renforcé la compréhension des enjeux liés à la gestion de l'eau, à la sécurité sanitaire, et à la durabilité des systèmes d'élevage. Plusieurs témoignages soulignent le rôle de la parcelle comme support d'apprentissage, de sensibilisation et de démonstration, contribuant à changer les attitudes vis-à-vis d'une ressource jusqu'ici considérée comme marginale, voire à risque.

Enfin, la pratique a initié un dialogue local sur la valorisation des ressources hydriques non conventionnelles. Elle a ouvert la voie à une réflexion sur l'intégration des stations de traitement d'eaux usées dans les politiques locales d'appui à l'élevage, et a contribué à mieux faire connaître les bénéfices possibles d'un usage raisonné de ces ressources dans un objectif de souveraineté alimentaire locale.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs éléments ont contribué au succès de cette bonne pratique. Tout d'abord, la convergence des intérêts entre acteurs publics, ONG locales et éleveurs a permis de créer un cadre de mise en œuvre collaboratif et réactif. Le partenariat entre le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, la mairie de São Vicente (gestionnaire de la station de traitement), et l'Associação dos Amigos da Natureza a facilité l'accès à l'eau, la mise à disposition du foncier et l'encadrement technique nécessaire à l'installation du système.

La disponibilité des financements du programme PACBAO a permis d'assumer le risque initial lié à l'innovation, en finançant les équipements d'irrigation, les aménagements agricoles, ainsi que les actions de formation. Le projet a également pu s'appuyer sur des compétences techniques internes, notamment en irrigation, agriculture et zootechnie, pour concevoir et gérer la parcelle de manière efficace.

Néanmoins, plusieurs contraintes ont été identifiées au cours de la mise en œuvre. La sécurisation du matériel installé dans un périmètre fréquenté par de nombreux usagers agricoles a représenté un défi constant. De plus, le manque de tests systématiques sur la qualité du fourrage produit et sur les effets à long terme de l'utilisation des eaux usées traitées a limité les possibilités de certification et de diffusion à plus grande échelle. Les incertitudes sanitaires persistantes, notamment quant à l'impact potentiel sur la santé animale et humaine, soulignent la nécessité d'un encadrement réglementaire plus rigoureux.

La pratique a également mis en évidence les limites de la transférabilité immédiate. Bien que techniquement reproductible, elle exige certaines conditions préalables : la présence d'une station de traitement fonctionnelle, un cadre de gestion de l'eau transparent, une acceptabilité sociale suffisante, et des ressources pour assurer le suivi sanitaire et technique.

L'une des leçons clés réside dans l'importance d'associer expérimentation technique et mobilisation communautaire. Le fait que les bénéficiaires aient pu participer à la mise en place, à l'entretien et à la gestion de la parcelle a facilité l'appropriation de la pratique. De même, le positionnement de la parcelle comme espace de démonstration a permis de dépasser les réticences initiales, et d'en faire un levier de transformation des perceptions locales sur la valorisation des eaux usées dans un objectif productif.

Facteurs clés de succès	Contraintes	Leçons tirées
. Partenariat solide entre ONG, mairie et services techniques . Financement du PACBAO couvrant les coûts initiaux . Expertise locale en irrigation et zootechnie mobilisée	. Sécurisation du matériel et absence de tests sanitaires approfondis . Encadrement réglementaire insuffisant . Acceptabilité sociale encore à consolider	. L'appropriation passe par l'implication active des bénéficiaires . La pratique n'est reproductible que si les conditions techniques et sociales sont réunies . L'expérimentation couplée à la démonstration facilite l'adhésion

Recommandations

L'expérience menée à Tchon d'Holanda offre plusieurs enseignements utiles pour les acteurs souhaitant reproduire ou étendre cette bonne pratique dans d'autres contextes. Elle met en évidence des prérequis techniques, institutionnels et sociaux qui doivent être réunis pour garantir la réussite et la durabilité de ce type d'initiative.

- **Pour les porteurs de projets similaires**, il est essentiel de procéder à une évaluation préalable des ressources disponibles, notamment la qualité et la régularité des eaux usées traitées, ainsi que l'accès au foncier sécurisé. La réussite du projet repose également sur la maîtrise technique du système d'irrigation goutte-à-goutte et sur la capacité à adapter les cultures fourragères au contexte pédoclimatique local. Une phase pilote, associée à une démarche participative impliquant les bénéficiaires directs (éleveurs, agriculteurs, techniciens), permet de favoriser l'appropriation de la pratique et d'ajuster les choix techniques en fonction des réalités du terrain.

- **Pour les autorités locales et les décideurs**, la pratique souligne l'intérêt d'intégrer l'agriculture et l'élevage dans les politiques locales de gestion des eaux usées. Cela suppose de mettre en place des cadres réglementaires clairs pour encadrer l'utilisation agricole de ces eaux, de renforcer les capacités des communes et des services techniques en matière de suivi sanitaire, et de mobiliser des ressources pour l'entretien des infrastructures de traitement. La création de référentiels sanitaires, combinée à des campagnes d'information auprès des communautés, permettrait de lever les réticences et de sécuriser l'utilisation de ces ressources.

- **Pour les bailleurs et les structures d'appui technique**, il est recommandé d'encourager la mise en place de parcelles de démonstration dans des zones à fort déficit fourrager, afin de tester et documenter des modèles reproductibles. L'appui à la recherche-action sur les impacts sanitaires, environnementaux et économiques de cette pratique est également crucial. Des partenariats avec des institutions de recherche pourraient permettre de générer des données fiables sur la qualité du fourrage, la santé des animaux nourris avec ces ressources, et la sécurité des produits d'origine animale destinés à la consommation.

- **À plus long terme**, la pratique pourrait contribuer à la structuration de filières locales de production de fourrage, en lien avec les plans de développement agricole et les stratégies de résilience climatique. Pour cela, il est nécessaire de créer des mécanismes incitatifs pour les communes et les producteurs qui souhaitent s'engager dans ce type de démarche, ainsi que d'accompagner l'émergence d'acteurs locaux capables de gérer durablement ces systèmes à l'échelle territoriale.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Réduire les coûts et améliorer la rentabilité de l'embouche bovine grâce au Brachiaria et aux blocs metocour

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Rentabilité accrue** : L'intégration de fourrages améliorés (Brachiaria, Mucuna) et de blocs métocour réduit les coûts d'alimentation, accélère la durée d'embouche et augmente les marges bénéficiaires des éleveurs jusqu'à 59 %.
- **Impact démontré** : La pratique améliore la productivité et la performance économique des élevages bovins, tout en réduisant la dépendance au tourteau de coton grâce à des alternatives locales accessibles.
- **Reproductibilité** : Sa diffusion nécessite un appui technique de proximité, la sécurisation de l'accès au foncier pour les éleveurs et le soutien à la structuration des femmes dans la production et l'équipement d'unités de blocs nutritionnels.

Pays : Mali

Institution de mise en œuvre : Consortium AMEDD, ILRI, DC-Consulting, Huilerie Ba-Mariama et Laham Industrie

Problématique

Dans la région de Sikasso, les pratiques de l'embouche bovine reposaient traditionnellement sur des ressources alimentaires naturelles, comme le fourrage cueilli dans la brousse ou les résidus issus des cultures. Cette dépendance aux ressources saisonnières exposait les emboucheurs à une forte incertitude, tant sur le plan de la quantité que de la qualité des intrants disponibles. En saison sèche ou pendant la période de soudure, la rareté du fourrage et la volatilité des prix de l'aliment bétail, notamment du tourteau de coton, augmentaient considérablement les coûts de production et limitaient la rentabilité des opérations d'embouche.

De plus, les acteurs ne disposaient pas toujours des connaissances nécessaires pour évaluer avec précision les besoins alimentaires des bovins ni pour optimiser la ration en fonction des objectifs de production. Cela entraînait des pratiques peu efficientes, un allongement du temps d'engraissement (jusqu'à 90 jours), et une rentabilité faible ou aléatoire.

Cependant, le contexte présentait aussi une opportunité. La forte demande en viande de qualité, l'intérêt croissant des jeunes et des femmes pour les activités d'embouche comme sources de revenus, ainsi que l'existence de plateformes d'innovation dynamiques ont ouvert un espace favorable à l'introduction de techniques améliorées, plus résilientes au changement climatique et mieux adaptées à un élevage orienté marché.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique introduite par le projet consiste en la combinaison de la culture de fourrages améliorés (notamment le Brachiaria et le Mucuna) avec l'utilisation du bloc nutritionnel « metocour » produit localement par des groupements de femmes, pour optimiser l'alimentation des bovins

d'embouche. Cette pratique vise à réduire les coûts de l'alimentation, raccourcir le cycle d'engraissement et améliorer la rentabilité économique de l'activité tout en renforçant la résilience des éleveurs face aux aléas climatiques.

Ce qui distingue cette pratique, c'est l'intégration de solutions simples mais adaptées aux réalités locales. La culture de Brachiaria, plus nutritive et plus productive que les espèces locales, permet de produire une quantité suffisante de fourrage même sur des superficies modestes. Le bloc metocour, produit à base de sous-produits agricoles, vient compléter efficacement la ration tout en étant accessible financièrement. L'association de ces deux intrants permet aux emboucheurs de réduire, voire d'éliminer, l'usage du tourteau de coton, souvent coûteux et difficile à se procurer.

La mise en œuvre de cette bonne pratique s'est déroulée en plusieurs étapes :

- Des formations pratiques ont été organisées pour les emboucheurs sur la culture du Brachiaria et la formulation de rations alimentaires optimisées ;
- Les groupements de femmes ont été formés à la production du bloc metocour, avec un accompagnement sur les aspects techniques et économiques ;
- Des démonstrations et visites d'étables modèles ont été organisées dans le cadre des rencontres des plateformes d'innovation ;
- Des témoignages d'emboucheurs ayant adopté cette pratique ont été partagés pour favoriser l'adhésion des autres acteurs ;
- Un suivi vétérinaire a été assuré pour accompagner l'optimisation de la ration et du cycle d'embouche.

Les acteurs mobilisés dans cette dynamique sont multiples : les emboucheurs eux-mêmes, les groupements de femmes producteurs de blocs, les agents techniques du projet, les vétérinaires, et les membres des plateformes d'innovation qui ont servi de relais de diffusion. Sur le plan financier, le projet a soutenu les activités de formation, de démonstration, et d'appui à la production, sans toutefois investir dans des équipements et investissements structurants pour la production des blocs.

Résultats obtenus et changements observés

La combinaison de cultures fourragères améliorées et de blocs metocour a donné lieu à des résultats remarquables, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

D'un point de vue chiffré, 496 emboucheurs ont été formés sur les cultures fourragères, contre une prévision initiale de 320. Parmi eux, 333 emboucheurs ont adopté une utilisation efficiente du fourrage combinée au bloc metocour pour nourrir leurs animaux. La superficie plantée en Brachiaria et autres espèces fourragères a atteint 818 hectares, soit 204 % de la cible initiale. Ces efforts ont permis une réduction des coûts de production par bovin et une amélioration notable de la rentabilité : la marge nette moyenne est passée de 88 000 F CFA à 148 000 F CFA par bovin, soit une hausse de 59 % du bénéfice net.

Au-delà des chiffres, des transformations importantes ont été observées dans les pratiques.

> *Le témoignage de Mahamoud Oul Mahadine, emboucheur à Zangasso, illustre ces changements. D'abord sceptique, il a expérimenté la production de Brachiaria sur une petite surface, avec des résultats encourageants : 1,8 tonne de fourrage récoltée sur 1 250 m². En combinant le fourrage, le bloc metocour et du son de maïs, il a pu emboucher un bovin sans recourir au tourteau, et le vendre à un prix quasiment doublé par rapport au coût d'achat. Cette réussite personnelle est emblématique de l'impact de la bonne pratique sur la rentabilité et l'autonomie des éleveurs.*

La durée d'engraissement est passée de 90 à 75 jours, réduisant ainsi les charges liées à l'alimentation et au suivi sanitaire. Les emboucheurs ont acquis de nouvelles compétences pour calculer les besoins alimentaires en fonction du poids et de la durée d'embouche, et ils sont désormais capables de sélectionner plus rigoureusement les bovins à engraisser afin d'optimiser leurs investissements.

Plus largement, le projet a permis une amélioration du niveau de professionnalisme des emboucheurs et une meilleure valorisation des rôles des femmes dans la chaîne de valeur, notamment à travers leur intégration dans la production de blocs nutritionnels et leur participation active dans les plateformes d'innovation.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

La réussite de cette bonne pratique repose sur plusieurs conditions favorables. D'abord, le contexte agroécologique et socio-économique de la région de Sikasso, marqué par une forte demande en fourrage, une pression foncière croissante, et un intérêt des jeunes et des femmes pour l'embouche, a constitué un terreau propice à l'adoption de nouvelles pratiques. Le soutien des plateformes d'innovation, qui ont joué un rôle de catalyseur dans l'organisation des formations, les démonstrations et la diffusion des témoignages, a également été déterminant. Enfin, la simplicité technique et la rentabilité visible de la pratique ont encouragé une large adoption par les acteurs locaux.

Cependant, plusieurs contraintes ont été identifiées. La pression foncière limite l'accès à la terre pour les jeunes et les femmes, rendant difficile l'expansion de la culture fourragère. La production de blocs metocour est également freinée par l'absence de locaux de stockage adaptés et d'équipements appropriés. Les groupements féminins doivent souvent produire à la commande et vendre le lendemain, faute de pouvoir faire sécher les blocs dans de bonnes conditions. Ces limites affectent

la qualité du produit et la régularité de l'offre.

En termes de leçons, on constate que la reproductibilité de cette bonne pratique dépend fortement de l'accès sécurisé à la terre, de l'organisation des femmes autour d'unités de production structurées, et de la présence d'un encadrement technique de proximité. La pratique est facilement transférable à d'autres zones agro-pastorales confrontées aux mêmes défis de rareté des ressources alimentaires pour l'élevage, à condition que des dispositifs de soutien adaptés soient mis en place pour lever les obstacles fonciers et logistiques.

Facteurs clés de succès

- Contexte favorable (forte demande en fourrage, intérêt des jeunes et femmes)
- Rôle catalyseur des plateformes d'innovation (formations, démonstrations, diffusion)
- Simplicité technique et rentabilité visible de la pratique

Contraintes

- Pression foncière limitant l'accès à la terre
- Manque de locaux de stockage et d'équipements pour les blocs
- Contraintes de séchage affectant qualité et régularité de l'offre

Leçons

- L'accès sécurisé au foncier est indispensable à la reproductibilité
- La structuration et l'équipement des unités féminines renforcent la durabilité
- L'encadrement technique de proximité est essentiel à la diffusion

Recommandations

L'expérience conduite dans la région de Sikasso offre plusieurs enseignements utiles pour les porteurs de projets similaires, les décideurs publics et les partenaires techniques et financiers.

✓ **Pour les porteurs de projets intervenant dans des zones agro-pastorales**, il est recommandé d'intégrer des innovations simples et peu coûteuses comme le Brachiaria et les blocs nutritionnels, en les combinant à une stratégie d'accompagnement de proximité. Les démonstrations sur le terrain, les visites inter-pairs et les témoignages de bénéficiaires se sont révélés particulièrement efficaces pour convaincre les éleveurs d'adopter ces pratiques. Il est également important de soutenir la mise en place de modules de formation pratique sur l'alimentation animale, l'analyse économique de l'embouche, et les techniques de sélection des animaux à engraisser.

- **Pour les décideurs locaux et les collectivités territoriales**, il est crucial de sécuriser l'accès au foncier pour les jeunes et les femmes engagés dans l'élevage, notamment en facilitant l'allocation de parcelles à vocation fourragère dans les plans d'aménagement communal. De plus, les plateformes d'innovation doivent être reconnues comme des dispositifs stratégiques de gouvernance locale de la filière. Leur renforcement institutionnel et leur dotation en ressources minimales (appui-conseil, matériel collectif, locaux fonctionnels) peuvent fortement accroître leur impact.

- **Les bailleurs et structures d'appui** sont invités à investir dans des infrastructures légères mais structurantes pour soutenir les groupements féminins producteurs de blocs metocour. La construction de petits centres de production, dotés de zones de séchage et d'équipements adaptés, permettrait d'améliorer la qualité du produit, de stabiliser l'offre, et de renforcer les capacités économiques des femmes. En parallèle, la création de lignes de crédit spécifiques pour la production de blocs et l'achat d'intrants pourrait sécuriser les approvisionnements et professionnaliser davantage cette activité.

- Enfin, à moyen et long terme, il est recommandé d'inscrire cette bonne pratique dans les politiques publiques d'appui à l'élevage, à travers des dispositifs de diffusion encadrés, une reconnaissance des intrants alternatifs (bloc metocour) dans les programmes techniques, et un appui institutionnel aux réseaux de distribution. Cela permettrait de consolider les acquis du projet et d'enclencher une dynamique de changement à plus grande échelle dans la filière bétail-viande au Mali.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Introduction de l'insémination artificielle chez les ruminants pour renforcer l'amélioration génétique à moindre coût au Cap-Vert

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Amélioration génétique accessible** : L'insémination artificielle permet de diffuser des avancées génétiques sans importer d'animaux vivants, réduisant ainsi les coûts logistiques et les risques sanitaires liés au transport interinsulaire.
- **Impact démontré** : L'adaptation d'un laboratoire existant et l'appui de spécialistes ont permis de rendre l'insémination artificielle techniquement opérationnelle dans un contexte insulaire à faibles ressources, tout en renforçant les compétences locales.
- **Reproductibilité** : La pratique peut être étendue à condition de disposer d'une infrastructure de base, de former des techniciens qualifiés, de nouer des partenariats techniques solides et de garantir un accompagnement financier et institutionnel sur le long terme.

Pays : Cap-Vert

Institution de mise en œuvre : Associação dos Amigos da Natureza (AAN) et Associação de Criadores de Curral de Tortolho (ACCT)

Problématique

Avant l'introduction de cette bonne pratique, l'insémination artificielle (IA) chez les ruminants n'était pas pratiquée à São Vicente ni dans les îles voisines, principalement en raison de l'absence d'équipements adaptés, de laboratoires spécialisés et de personnel qualifié. Les efforts de renouvellement génétique reposaient essentiellement sur l'importation d'animaux reproducteurs vivants, une opération lourde, coûteuse et logiquement risquée en matière de biosécurité. Le transport maritime des ruminants entre pays – ou même entre îles – générait des coûts logistiques élevés, et exposait les éleveurs à des pertes en cas de maladies, d'accidents ou d'inadaptation des animaux importés au milieu local.

En parallèle, l'unité de reproduction de l'Associação dos Amigos da Natureza disposait déjà d'un mini-laboratoire d'insémination porcine, opérationnel et doté d'un encadrement technique compétent. Cette infrastructure offrait une opportunité concrète d'évolution vers la reproduction assistée des ruminants, en l'adaptant à moindre coût. Le projet a donc saisi cette fenêtre pour expérimenter l'introduction de l'IA bovine et caprine, comme alternative à l'importation d'animaux vivants, avec pour ambition de renforcer durablement la qualité génétique du cheptel local, tout en réduisant les coûts, les risques sanitaires et les contraintes logistiques.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique consiste à introduire l'insémination artificielle comme méthode privilégiée d'amélioration génétique des ruminants, en s'appuyant sur l'adaptation d'un laboratoire existant – initialement dédié à l'espèce porcine – pour répondre aux besoins spécifiques des bovins et caprins. L'objectif est de diffuser plus largement les avancées génétiques obtenues par l'Associação dos Amigos da Natureza (ANN), notamment à partir des reproducteurs à haut potentiel acquis dans le cadre du programme

PACBAO.

Le caractère innovant de cette pratique repose sur deux éléments clés : d'une part, l'optimisation d'une infrastructure préexistante, ce qui a permis de réduire les coûts d'équipement ; d'autre part, la mobilisation d'un encadrement technique spécialisé, combinant expertise locale et coopération internationale. Contrairement aux méthodes classiques basées sur l'introduction physique d'animaux, l'IA permet une dissémination rapide et sécurisée de la génétique améliorée, avec un contrôle renforcé des risques sanitaires et une adaptabilité accrue.

Le processus a débuté par une analyse des capacités existantes au sein de l'ANN, en particulier la présence d'un mini-laboratoire fonctionnel et d'un coordinateur technique formé à l'IA porcine. Fort de cette base, le projet a établi un partenariat avec une équipe de techniciens spécialisés, dont un expert en provenance du Portugal, afin de former les équipes locales et d'adapter les équipements aux spécificités des ruminants.

La mise en œuvre s'est déroulée en plusieurs étapes : évaluation technique des installations, identification des adaptations nécessaires, acquisition de matériel complémentaire, transfert de connaissances par les formateurs invités, et premières expérimentations in situ. Ces étapes ont permis non seulement de tester la faisabilité technique de l'insémination chez les bovins et caprins, mais aussi de renforcer durablement les compétences locales dans ce domaine.

Sur le plan institutionnel, la pratique a mobilisé l'ANN comme structure d'accueil et de coordination, le réseau de partenaires techniques au sein de la CPLP, ainsi que des soutiens ponctuels de l'ARAA et du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement. Les ressources financières ont été couvertes en partie par les fonds du programme PACBAO, notamment pour les équipements, la logistique des formations et l'accompagnement technique. L'ensemble de ces efforts a jeté les bases d'une nouvelle dynamique d'amélioration génétique durable, reproductible à l'échelle d'autres territoires insulaires ou enclavés.

Résultats obtenus et changements observés

L'introduction de l'insémination artificielle (IA) chez les ruminants a marqué une avancée technique significative dans la gestion de la reproduction animale à São Vicente. La première réalisation concrète du projet a été l'adaptation réussie du mini-laboratoire porcin de l'Associação dos Amigos da Natureza (ANN) en un centre d'insémination opérationnel pour les bovins et caprins. Cette transformation a permis la mise en place des premières procédures d'IA sur le terrain, avec un encadrement technique assuré par des spécialistes en zootechnie, dont un expert venu du Portugal.

L'installation et l'opérationnalisation de ce dispositif ont permis de renforcer la capacité locale à diffuser les progrès génétiques obtenus par le centre de reproduction. En particulier, l'ANN a pu amorcer un transfert de matériel génétique issu de reproducteurs à haut potentiel, dans des conditions maîtrisées et à moindres coûts par rapport aux importations d'animaux vivants. Cela a contribué à sensibiliser les éleveurs à l'intérêt de l'IA, en particulier pour améliorer la productivité bouchère, la qualité des carcasses, et la valorisation économique de leur cheptel.

Les effets de la pratique ont également été observés dans les dynamiques de formation et d'apprentissage : les techniciens locaux ont bénéficié d'un transfert de compétences ciblé, et une demande nouvelle est apparue chez les éleveurs pour accéder à ces services innovants. Le laboratoire est ainsi devenu un centre de référence local pour les pratiques de reproduction assistée, renforçant la crédibilité de l'ANN et son rôle de plateforme technique au service de l'élevage familial.

Enfin, la bonne pratique a modifié les perspectives des acteurs sur la gestion de la reproduction. L'IA est désormais perçue non plus comme une technique lointaine et réservée aux grandes exploitations, mais comme une solution réaliste, économiquement accessible et compatible avec les réalités de l'élevage insulaire, à condition d'un accompagnement adéquat.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite de cette bonne pratique. Le premier tient à l'existence d'une infrastructure de base – le mini-laboratoire porcin – qui a pu être réaffectée à moindre coût, réduisant considérablement les investissements nécessaires pour démarrer l'activité. La disponibilité d'un coordinateur technique compétent, déjà formé à l'IA porcine, a également été déterminante pour porter le projet en interne et assurer le suivi opérationnel.

La coopération technique avec des experts internationaux, notamment via les réseaux de la CPLP, a permis de combler les lacunes initiales en matière de formation et d'assurance qualité. De plus, le soutien du programme PACBAO, à travers des financements ciblés et la reconnaissance institutionnelle de l'initiative, a offert un cadre favorable à l'expérimentation, tout en assurant une certaine légitimité aux yeux des partenaires publics.

Toutefois, plusieurs contraintes ont été identifiées. L'une des principales difficultés concerne le besoin de structurer des partenariats techniques plus durables, en particulier avec des laboratoires spécialisés ou des universités, pour approfondir les études sur les résultats génétiques, la qualité des viandes issues de l'IA, ou encore la résilience des races croisées. L'absence de référentiels clairs sur ces aspects limite pour l'instant la diffusion large de la pratique.

Par ailleurs, des retards dans le décaissement des fonds ont freiné la mise en œuvre de certaines étapes

techniques et logistiques. Sur le plan régional, l'absence de cadre de coopération structuré avec les pays voisins ou les réseaux techniques de la CEDEAO constitue un frein à la montée en puissance de la pratique à l'échelle inter-îles ou transfrontalière.

Une des leçons majeures réside dans l'intérêt d'une démarche incrémentale et contextualisée : en partant d'une capacité existante et d'un encadrement déjà disponible, le projet a pu introduire une innovation à fort potentiel avec un risque limité. Cela montre que, même dans des contextes à ressources contraintes, l'amélioration génétique est possible lorsque les initiatives sont portées par des acteurs locaux solides, appuyés par des partenariats techniques ciblés et un environnement favorable à l'expérimentation.

Facteurs clés de succès

- Réaffectation d'un laboratoire existant
- Compétence locale et appui technique international
- Financement et soutien du PACBAO

Contraintes

- Manque de référentiels techniques
- Retards de décaissement
- Partenariats techniques et régionaux encore limités

Leçons tirées

- Partir d'infrastructures existantes réduit les risques et les coûts
- Une approche progressive et contextualisée favorise l'appropriation
- L'alliance entre expertise locale et partenaires externes renforce l'impact de l'innovation

Recommandations

L'introduction de l'insémination artificielle chez les ruminants au sein de l'Associação dos Amigos da Natureza constitue une avancée prometteuse pour la modernisation de l'élevage au Cap-Vert, et peut inspirer d'autres territoires confrontés à des contraintes similaires de transport, d'accès à la génétique améliorée, ou de coûts élevés liés à l'importation d'animaux vivants.

- **Pour les porteurs de projets similaires**, il est recommandé d'identifier et de valoriser les infrastructures existantes susceptibles d'être adaptées à l'insémination artificielle, comme cela a été fait avec le laboratoire porcin de l'ANN. Partir d'une base fonctionnelle permet de limiter les investissements initiaux et de tester rapidement la faisabilité technique de la démarche. Il est également essentiel de disposer d'un encadrement technique formé ou à former, capable de conduire les premières expériences tout en assurant un transfert de compétences aux techniciens locaux.

- **Pour les décideurs et les institutions publiques**, cette pratique met en lumière la nécessité de renforcer les cadres nationaux et régionaux d'appui à la reproduction animale. Il serait utile d'encourager des partenariats structurés avec des laboratoires vétérinaires, des universités ou des centres de recherche, afin d'approfondir les études sur les performances des animaux issus de l'IA, leur adaptation aux conditions locales, et les gains en termes de qualité de viande. Une reconnaissance officielle des unités d'IA installées localement, accompagnée de normes techniques et sanitaires adaptées, contribuerait à sécuriser et crédibiliser la pratique.

- **Pour l'ARAA et les bailleurs de fonds**, il est recommandé d'accompagner la mise à l'échelle de cette innovation à travers le financement de formations régionales, la création de réseaux de techniciens qualifiés en IA ruminante, et le soutien à des échanges entre pays ou îles confrontés aux mêmes contraintes logistiques. Le financement de kits techniques légers (conteneurs d'azote, paillettes, équipements de terrain) pourrait permettre à d'autres territoires d'amorcer ce type d'innovation à bas coût.

- Enfin, il serait judicieux de sensibiliser davantage les éleveurs aux avantages de l'IA et de les associer progressivement à la demande de services, à travers des campagnes d'information, des visites de démonstration et un dialogue permanent sur les bénéfices économiques, sanitaires et génétiques de la pratique. Un modèle économique viable pour les unités d'IA, reposant sur un accès progressif et maîtrisé des services par les éleveurs, devra également être réfléchi à moyen terme pour garantir la durabilité de cette innovation.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Fiche de bonnes pratiques

Structuration des plateformes pour un accès contractuel au tourteau de qualité

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Messages clés

- **Sécurisation des intrants** : La contractualisation directe avec une huilerie garantit aux emboucheurs un approvisionnement régulier en tourteau de qualité à des prix maîtrisés.
- **Impact démontré** : Les partenariats structurés entre plateformes d'innovation et industrie agroalimentaire stabilisent les coûts, sécurisent les approvisionnements et rendent l'embouche plus attractive, notamment pour les jeunes et les femmes.
- **Reproductibilité** : La diffusion de cette pratique suppose un cadre de contractualisation transparent, une structuration renforcée des plateformes et un accompagnement des négociations commerciales avec les fournisseurs.

Pays : Mali

Institution de mise en œuvre : Consortium AMEDD, ILRI, DC-Consulting, Huilerie Ba-Mariama et Laham Industrie

Problématique

Au Mali, l'accès aux intrants pour l'embouche bovine – notamment le tourteau – est marqué par une forte instabilité. Les prix varient considérablement en fonction des campagnes agricoles, elles-mêmes de plus en plus imprévisibles à cause des effets du changement climatique. La production de tourteau dépend des huileries privées, qui s'approvisionnent auprès de la CMDT ou sur le marché international, ce qui limite le pouvoir de négociation des éleveurs.

L'État tente chaque année de subventionner une partie de l'aliment bétail. Toutefois, ces subventions sont souvent inaccessibles aux emboucheurs, en raison de la faible organisation de ce maillon de la filière, et de leur décalage avec les périodes propices à l'embouche. En pratique, les emboucheurs doivent se contenter de ce qu'ils trouvent sur le marché, à des prix souvent élevés, sans possibilité d'influencer la composition ou la qualité de l'aliment.

Face à cette situation, la nécessité d'un mécanisme d'approvisionnement structuré, durable et adapté aux besoins des éleveurs s'est imposée. Le projet a saisi cette opportunité pour favoriser une contractualisation directe entre les plateformes d'innovation (PIs) et un fournisseur industriel de tourteau, afin de sécuriser l'accès aux intrants à un prix compétitif.

Description de la bonne pratique

La bonne pratique repose sur la mise en place de partenariats commerciaux formalisés entre les plateformes d'innovation locales et l'Huilerie Ba-Mariama, un acteur industriel de la filière tourteau. L'objectif : garantir un approvisionnement régulier, à prix maîtrisé, de tourteau de qualité adapté aux besoins des emboucheurs.

L'innovation réside dans l'approche progressive et participative de la contractualisation. Le projet a

organisé une série d'activités pour faciliter ce partenariat :

- Renforcement des PIs : formations en leadership, planification et mobilisation financière ont permis d'outiller les plateformes pour s'engager dans une démarche commerciale.
- Mise en relation avec l'huilerie : des séances de présentation ont permis à Ba-Mariama d'exposer plusieurs formules de tourteau aux emboucheurs, qui ont sélectionné celle qui leur convenait.
- Visite de l'usine par les leaders des PIs : cette visite à Ségou a renforcé la transparence et permis de finaliser les termes du contrat d'approvisionnement, notamment les volumes, le mode de paiement et les modalités de livraison.
- Signature de contrats : les PIs ont signé une convention avec Ba-Mariama pour bénéficier d'un prix réduit (1 500 F CFA de moins par sac de 50 kg), avec une livraison gratuite et la possibilité de paiement échelonné (50 % à la livraison, 50 % après la vente des bovins).

L'ensemble de cette démarche a été porté par les membres des plateformes d'innovation, accompagnés par l'équipe projet, avec l'appui ponctuel des services techniques de l'État. L'engagement personnel du directeur de l'huilerie a aussi été un facteur facilitateur majeur..

Résultats obtenus et changements observés

La mise en place de conventions commerciales entre les plateformes d'innovation (PIs) et l'Huilerie Ba-Mariama a produit des résultats concrets et significatifs, à la fois sur le plan économique, organisationnel et institutionnel.

Pour la première fois, les emboucheurs membres des PIs ont pu signer un contrat d'approvisionnement direct avec un producteur industriel de tourteau, incluant des modalités avantageuses : prix préférentiel, livraison gratuite, et paiement différé. En 2022, grâce à cette convention, les PIs ont obtenu 15 tonnes de tourteau livrées à un prix inférieur de 1 500 F CFA par sac de 50 kg par rapport au prix du marché. À titre de comparaison, le prix du tourteau est passé de 6 000 à 10 000 F CFA sur le marché entre janvier et juin, alors que les plateformes ont maintenu un prix fixe toute l'année.

En 2023, l'expérience a été reconduite et renforcée. Les plateformes ont pu commander 20 tonnes supplémentaires à crédit, à 7 000 F CFA le sac (contre 9 000 F CFA sur le marché), confirmant l'attractivité et la fiabilité du dispositif. S'y est ajoutée une subvention exceptionnelle de 40 tonnes de tourteau obtenue grâce au plaidoyer conjoint des PIs, de l'huilerie et des services techniques de l'État.

Ces résultats économiques ont eu un effet d'entraînement important sur l'adhésion aux plateformes : en 2023, 43 nouveaux membres ont rejoint la PI de N'Gountjina, dont 30 femmes. Cette dynamique a favorisé une meilleure organisation des commandes, une mutualisation des ressources, et un renforcement des capacités de négociation collective.

Du côté de l'embouche, la disponibilité continue de l'aliment bétail a permis d'allonger les périodes d'engraissement, de réduire les coûts, et d'augmenter les marges des éleveurs. Face à une demande accrue en tourteau, des initiatives locales ont vu le jour, notamment la mobilisation des femmes pour produire davantage de blocs metocour comme substitut complémentaire.

> *Le témoignage de Nouhoum DAO, président de la plateforme de N'Gountjina, illustre bien l'impact : il souligne le rôle déterminant de la convention avec l'huilerie pour permettre aux éleveurs d'honorer leurs commandes malgré des difficultés de trésorerie, et exprime une reconnaissance unanime des membres envers les partenaires du projet..*

Plus largement, le projet a permis une amélioration du niveau de professionnalisme des emboucheurs et une meilleure valorisation des rôles des femmes dans la chaîne de valeur, notamment à travers leur intégration dans la production de blocs nutritionnels et leur participation active dans les plateformes d'innovation.

Facteurs clés de succès, contraintes et leçons

Le succès de cette bonne pratique repose sur plusieurs leviers déterminants qui ont facilité sa mise en œuvre et son appropriation par les bénéficiaires.

Le lien direct établi entre les plateformes d'innovation et l'Huilerie Ba-Mariama a été central. Il a permis de contourner les intermédiaires spéculatifs et de sécuriser un accès régulier à un intrant stratégique. L'engagement personnel du Directeur de l'huilerie, qui a soutenu l'expérimentation et proposé différentes formules de tourteau adaptées à l'embouche, a joué un rôle décisif. De plus, les capacités renforcées des plateformes à travers des formations en leadership, en planification et en gestion financière ont permis de crédibiliser les PIs comme partenaires économiques fiables.

Le projet a également favorisé une démarche participative et progressive : visites croisées, choix collectif des formules alimentaires, négociation ouverte des modalités contractuelles. Ce processus a renforcé la confiance entre les acteurs, la transparence, et l'appropriation locale. Enfin, le soutien institutionnel des services techniques de l'État a contribué à crédibiliser les démarches de contractualisation, et a permis de mobiliser une subvention exceptionnelle de 40 tonnes de tourteau en 2023, élargissant l'impact de la pratique.

Malgré les résultats positifs, plusieurs contraintes ont été identifiées. La disponibilité effective du tourteau en début d'année a posé un problème : l'huilerie dépendait elle-même des livraisons de graines de coton par la CMDT, souvent retardées. Ce décalage entre les calendriers industriels et les

besoins des emboucheurs a affecté la planification des campagnes. Par ailleurs, les retards de paiement liés aux faibles capacités de trésorerie des PIs ont parfois mis en tension le dispositif. La souplesse de l'huilerie, acceptant des paiements différés après la vente des bovins, a été exceptionnelle mais non garantie à long terme.

Cette expérience montre que la structuration économique des emboucheurs est possible et rentable lorsqu'elle repose sur une organisation collective forte, un partenariat industriel équilibré et un accompagnement institutionnel. La signature de contrats formels est un levier pour stabiliser les prix, améliorer la qualité des intrants, et renforcer l'influence des acteurs locaux sur la chaîne de valeur. Cependant, la reproductibilité de la pratique dépend fortement du contexte local : existence d'une unité industrielle disposée à contractualiser, de plateformes d'innovation fonctionnelles et de dispositifs d'appui efficaces. Sans ces éléments, la dynamique reste fragile

Facteurs clés de succès	Contraintes	Leçons
. Partenariat direct huilerie–PIs, évitant les intermédiaires . Engagement du Directeur de l'huilerie et adaptation des formules . Renforcement des capacités (gestion, leadership) et démarche participative	. Retards d'approvisionnement liés à la CMDT . Trésorerie limitée des PIs, retards de paiement . Dépendance à la flexibilité exceptionnelle de l'huilerie	. La contractualisation sécurise prix et approvisionnements . L'organisation collective crédibilise les plateformes . La reproductibilité suppose industrie partenaire et appui institutionnel

Recommandations

L'expérience menée dans la région de Sikasso ouvre des perspectives concrètes pour structurer durablement l'approvisionnement des emboucheurs en intrants de qualité. Plusieurs recommandations émergent, à destination des porteurs de projets, des décideurs publics et des partenaires techniques et financiers.

- **Pour les porteurs de projets**. Il est essentiel d'accompagner la structuration économique des éleveurs à travers des plateformes ou organisations collectives capables de dialoguer d'égal à égal avec les fournisseurs industriels. Le renforcement des capacités en négociation, planification financière, et gestion des contrats est un préalable indispensable à la mise en place de conventions commerciales durables.

  La mise en relation avec des unités industrielles doit être préparée avec rigueur et trans-

parence, en intégrant les acteurs dès le début du processus. Des outils pratiques comme les visites croisées, les présentations de formules d'aliments, ou la négociation collective des clauses contractuelles sont fortement recommandés.

- **Pour les décideurs publics et collectivités locales**. Les pouvoirs publics ont un rôle central à jouer pour faciliter et sécuriser les dispositifs de contractualisation locale. Cela passe par la reconnaissance formelle des plateformes comme interlocuteurs légitimes, mais aussi par leur inclusion dans les mécanismes de subvention ou d'appel d'offres.

  Les collectivités locales peuvent également mobiliser des outils d'aménagement ou de financement pour soutenir la production locale d'intrants alternatifs (ex. blocs metocour) ou pour favoriser l'installation d'infrastructures de stockage ou de transformation. Un soutien spécifique peut aussi être apporté aux femmes et aux jeunes pour les aider à tirer parti des effets d'entraînement de ces dynamiques.

- **Pour les bailleurs et partenaires techniques**. Il est recommandé de soutenir la mise en place d'alliances productives entre organisations de producteurs et industriels, en assurant un accompagnement dans la durée et en facilitant l'accès au crédit ou aux avances de trésorerie. À moyen terme, les partenaires peuvent encourager la contractualisation tripartite (emboucheurs, fournisseurs, institutions publiques) pour garantir l'équité et la pérennité des dispositifs, tout en limitant les risques liés à la spéculation.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
4e et 5e étages, Immeuble de la CRBC
Place de la Réconciliation, Cité OUA, Quartier Atchanté
01 BP4817, Lomé 01, Togo
Courriel : araa@araa.org
Site Web: www.araa.org